n°52
NUMÉRO 51 · MARS 1999 • 20 FRANCS

REFLEX es

MAGAZINE ANTIFASCISTE RADICAL

PARTISAN ANTI-GUERRE

PACIFISTE QUE ÇA...

Le drame attendu du Kosovo

ET AUSSI...

Reportage en ex-Yougoslavie

Pas de crise pour l'armement

FN ET ROCK IDENTITAIRE

Combats de coqs et cris de bêtes

BUSINESS FAF

Minitel rose et brun

La guerre du métro

ÉDITORIAL

La guerre est au cœur de l'Europe. En occident, certains la glorifient et ne reculent devant aucun procédé pour se procurer les moyens de la préparer dans une version civile. C'est le cas de certains militants nationalistes français impliqués dans des boîtes de sécurité et des services de minitel rose extrêmement lucratifs. Ailleurs en Europe, d'autres la font et réalisent là-bas les rêves les plus fous des nationalistes d'ici. Contre cette logique de guerre, la lutte reste la même, celle du soutien au «troisième camp», celui de l'internationalisme qui identifie clairement les victimes sans tomber dans le piège des équations stériles et des lectures classistes mal digérées. Après le glacis de la guerre froide, nous voilà revenus aux temps des impérialismes et des fascismes, temps maudits dans lesquels le mouvement social est toujours le sacrifié de service. À tous ceux qui refusent cette fascisation de contribuer au travail de sape contre cette logique en évitant les réflexes conditionnés. Plus que jamais, le défaitisme reste révolutionnaire !

LES GROUPES DU RÉSEAU ANTIFASCISTE NO PASARAN

Angers
REFLEX c/o JoTaKe
BP 5223 49052 Angers cedex 02
BV / ☎ 06 01 37 89 37

Bressuire
CAFAR 79320 Moncoutant

Bretagne
Breizh Etrevroadel
Ti Ar Vro BP 253 29834 Karaez cedex

Blois
No Pèze, No Lèze c/o Singulier Plurielle
BP 171 41005 Blois cedex

Bordeaux
CAF
7, rue du Muguet 33000 Bordeaux

Dijon
SCALP c/o Les Voix sans Maître
7, rue du Dr Chaussier 21000 Dijon

Grenoble
SB381 c/o CRDEP
BP 475 38016 Grenoble cedex 1

Laval
Groupe Cosette Résistance
Boîte vocale : 06 06 04 70 68

Limoges
REFLEX
37, rue de la Boucherie 87000 Limoges

Metz
SCALP c/o SUD-PTT
8, rue Gambetta BP 30 193
57005 Metz cedex

Nantes
SCALP No Pasaran c/o CERED
BP 322 44803 St-Herblain cedex
Ligne 24h/24 : 06 14 87 48 31

Nevers
SCALP c/o Kollectif Y'en a Marre
10, rue Mlle Bourgeois 58000 Nevers

Nice
SCALP c/o ADCL
BP 4171 06303 Nice cedex 4

Paris
SCALP-REFLEX
21ter, rue Voltaire 75011 Paris
Tél. 01 43 48 51 16

Pau
Anaram au Patac (CROC)
Fronton deu hedas 2 costa de la hont
64000 Pau
Tél. / Fax : 05 59 98 04 90

Rennes
SCALP No Pasaran c/o LAR
9, rue de Malakoff 35000 Rennes

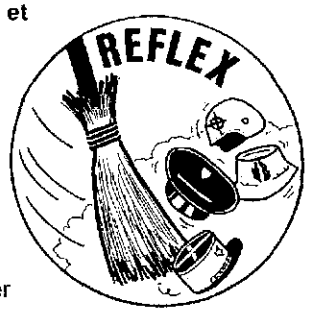
Strasbourg
SCALP
Poste restante, 61 route de Bischwiller
67301 Schiltigheim
Boîte vocale : 06 56 04 52 68

Tours
• La Canaille c/o Manta
BP 2838 37028 Tours cedex
• Groupe libertaire de Tours
BP 0421 37204 Tours cedex 3

Pour les SCALP de :
Annecy, Angoulême
Bourges, Bordeaux
Brive, Compiègne,
Étaples-sur-mer, Florac,
La Roche sur Yon, Lyon,
Marseille, Nancy,
Nîmes, Niort, Périgueux,
Quimper, Rodez, Toulon

QU'EST-CE QUE REFLEXES ?

REFLEXES **est le magazine du Réseau No Pasaran**, qui a pour objectif de lutter **contre le racisme, le fascisme, les idées et pratiques sécuritaires et xénophobes**. Nous élargissons ainsi nos activités à toutes les mesures de répression prises par l'État français, mais notre lutte n'est pas seulement hexagonales et **nous accordons une grande place à l'Europe**. Nous luttons pour la constitution d'un mouvement social reposant sur des collectifs de base auto-organisés dont l'objectif est de reconstruire des espaces autonomes et de contre-pouvoir. **Réoccuper l'espace social**, réinvestir le tissu associatif, **établir des solidarités**, mettre en place des structures alternatives nous semblent des tâches décisives pour élaborer une force qui, au-delà de l'antifascisme, pose les jalons d'une autre société.



et pour tout renseignement :

écrire à :

NO PASARAN
c/o SCALP-REFLEX

21ter rue Voltaire
75011 PARIS

✆ 06 11 29 02 15
fax 01 43 72 15 77

SOMMAIRE

Extrême droite
Gilles Soulas
Faf de petite vertu
page 3

Extrême droite
Rock identitaire
RIFifi à Vitrolles
page 7

Répression
Oubli direct : mise au point
page 11

Antimilitarisme
Réinventer le pacifisme
page 13
interview avec Andrée Michel
La crise de l'armement
page 16

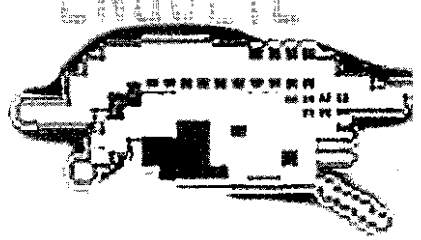
Guerre en ex-Yougoslavie
Le drame attendu du Kossovo
page 18
Dernière minute
page 21
Les rescapés de Srebrenica
page 22

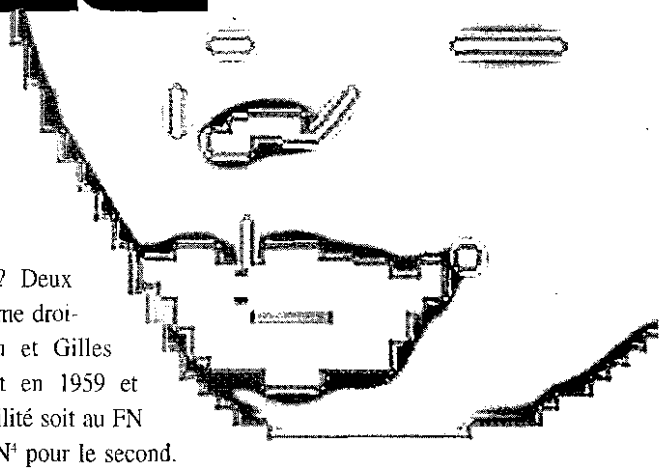
Sécurité
Transports en commun
RATP : la meilleure façon de réprimer
page 24

ABONNEMENT PAGE 10
NOTES DE LECTURE PAGE 29

N°52 • MAI 1999
REFLEX
REFLEXes est édité par le réseau No Pasaran
directeur de publication : B.Delmotte
dépot légal à parution
ISSN 0764 - 9339
commission paritaire : 68 888

Gilles Soulas fait de petite vertu





L'extrême droite a de l'argent, beaucoup d'argent... Financé très largement par les fonds publics, en l'occurence 41 millions de francs par an, et par quelques généreux donateurs[1], le FN est devenu une véritable pompe à fric, avec tous les enjeux que cela comporte. Un survol rapide des ressources disponibles - Romain Rosso l'a très bien fait dans un numéro récent de *L'Express*[2] - suffit à entrevoir que la scission survenue en décembre dernier n'est pas une simple querelle politique et qu'elle a aussi des fondements financiers. Pourtant, à côté de ces sources de revenu considérables œuvrent de façon nettement plus discrète des personnages que l'on pourrait qualifier de «petites fourmis» de la droite extrême et qui contribuent à leur niveau à alimenter les caisses du mouvement. C'est le cas de Gilles Soulas dont on comprend que la discrétion soit une vertu première, comme nous l'allons montrer tout à l'heure...

Le nom de Gilles Soulas apparaît sous les feux de la rampe lorsque *L'Événement du Jeudi* du 17 avril 1997 signale dans un petit article que le fonds de commerce de la librairie néofasciste parisienne l'Æncre est à vendre et que le seul acheteur déclaré est la Société Européenne de Diffusion et d'Édition (SEDE). Cet article met en lumière deux éléments intéressants. Le premier est la débâcle de l'Æncre, héritière en cela de ses précédentes, à savoir Ogmios et la Librairie[3]. Provoquée par un mélange de crapulerie, d'erreurs de gestion et de procès intentés par leurs adversaires politiques, cette faillite de l'Æncre planait depuis un moment et avait provoqué un changement de gérant en septembre 1996, P.-A. Duquesne remplaçant l'ancien militant de l'Œuvre française Éric Miné. Embarqué dans ce long naufrage, on trouvait également parmi les associés Thierry Dreschmann. Finalement, l'équipe ne réussit pas à sauver le commerce et la SEDE rachète l'Æncre pour 46 180 francs en juillet 1997, bien décidée à relancer ce pôle essentiel de diffusion des idées nationalistes sur Paris.

Or la SEDE, qui est-ce ? Deux «vieux» militants de l'extrême droite, à savoir Gilles Sereau et Gilles Soulas. Nés respectivement en 1959 et 1955, les deux Gilles ont milité soit au FN pour le premier, soit au PFN[4] pour le second. Gilles Soulas a en effet fait ses premières armes au sein du Front de la Jeunesse, structure de jeunesse du GUD et du PFN, et a d'ailleurs été candidat de ce parti aux élections européennes de 1979 sur la liste Union Française pour l'Eurodroite. Passé au FN après la disparition du PFN comme un certain nombre d'autres militants, il devient permanent du FN en 1985 et est candidat aux élections régionales de 1986 à Paris. Puis on le retrouve comme membre de l'équipe de Serge Martinez aux municipales de 1989 avant que son nom apparaisse moins dans l'actualité du mouvement nationaliste. En janvier 1997, Soulas et Sereau déposent les statuts de la SARL SEDE au capital de 50 000 francs dont les buts commerciaux sont les suivants :

1) assurer en France et dans tous pays la rédaction, édition, publication, exploitation et diffusion de tous journaux, revues, etc. ;

2) diffusion, location, vente commerciale de biens de consommation divers ;

3) import / export.

Se partageant le capital à hauteur de 15 000 francs pour Sereau et 35 000 francs pour Soulas, les deux hommes gardent Thierry Dreschmann[5] comme gérant, histoire de faire la transition. Ils n'en font pas moins le ménage, au propre comme au figuré : ils modifient la ligne éditoriale, changent de personnel et d'équipe partenaire[6], restructurent et insistent sur la vente par correspondance pour dépasser le cadre parisien, d'autant plus que la concurrence se fait sévère comme nous le verrons par la suite. Cette VPC s'appuie essentiellement sur des mailings intensifs et sur un service minitel, 3615 BOUKIN, dont le directeur de publication est T. Dreschmann et le serveur DF Union. Cette politique commerciale est efficace puisque l'année 1997 voit la SEDE obtenir un léger déficit comptable de 720 francs, ce qui est raisonnable étant donné le rachat finalement

1. *Cf. REFLEXes* n°50.

2. *L'Express*, n°2483du 4/10.02.1999.

3. Ogmios s'était créée en juin 1986 à l'initiative de T. Mordrel et J.-D. Larrieu et avait fermé boutique en mai 1990. Elle avait été remplacée par la Librairie qui n'avait pas connu un meilleur destin.

4. Parti des Forces Nouvelles, frère ennemi et concurrent direct du FN durant toutes les années 1970.

5. T. Dreschmann a depuis cette date fondé une nouvelle librairie, La Licorne bleue, dans le XIe arrt.

6. Équipe à la tête de laquelle on trouve P. Randa et qui est composée entre autres de N. Gauthier, N. Raletz, c'est-à-dire d'une grande partie de l'équipe de *Pas de Panique à Bord*, éphémère et navrant journal «satirique» d'extrême droite, un moment absorbé par la revue belge *Europe Nouvelles*. Cette équipe a publié durant un temps *Le Flambeau littéraire*, petit mensuel au service de l'Æncre et G. Soulas.

coûteux des Éditions de l'Æncre. La précédente tentative de G. Soulas dans ce secteur de la presse, la SARL Delta Com, avait pourtant été un échec caractérisé qui avait abouti à la dissolution de la société en août 1996. Mais pour la SEDE, G. Soulas a deux atouts de poids.

Fafs, Sex & Sun

Le premier est son co-associé Gilles Sereau dont la principale activité est la gestion de deux sociétés, Ambassy Sécurité et Ambassy Conseil. Retrouver un militant du FN et vieux routard de l'extrême droite à la tête d'une société de vigiles n'a rien d'étonnant. Un article récent de *Marianne* basé sur un rapport confidentiel des Renseignements généraux dressait la liste impressionnante des différentes boîtes de sécurité liées au milieu néofasciste[7] et Ambassy Sécurité était facilement identifiable en raison de la composition de ses associés, en particulier Laurence Magnol, notable de l'Église de Scientologie, et Michel Schneider, vieux militant du nationalisme révolutionnaire et ancien dirigeant de la revue *Nationalisme & République*, blessé en 1993 à Moscou lors de l'attaque du parlement par les forces armées[8]. Créée en 1987 et basée sur un capital de 150 000 francs, la société Ambassy est une affaire rentable et a connu plusieurs bilans fiscaux consécutifs bénéficiaires, malgré une concurrence féroce dans ce secteur. Cela a d'ailleurs permis à Sereau d'ouvrir des agences à Aix-en-Provence et à Caen et de développer une autre SARL, Ambassy Conseil[9]. Lancée en 1992, cette société touche à tout, du conseil à l'édition en passant par la vente de vins. L'importance de Sereau dans la SEDE est telle que l'on retrouve le même slogan commercial pour celle-ci et pour Ambassy Conseil.

Le deuxième atout de G. Soulas pour assurer le développement de la SEDE est finalement ses propres activités dont on comprend qu'il s'en vante peu. Il pourrait en effet risquer d'être comparé aux «infâmes-pornocrates-qui-menacent-l'intégrité-morale-et-spirituelle-de-nos-enfants» comme savent si bien les dénoncer[10] les amis politiques de G. Soulas, au premier rang desquels on trouve J.-M. Le Pen ou B. Mégret... Car Soulas gagne sa vie grâce aux minitels dits «de charme» qu'on appellerait tout simplement ou moins hypocritement des minitels de cul ! Circonstance aggravante d'un point de vue néo-fasciste, de cul parfois homosexuel !! Grâce à une société à titre personnel créée en 1992, PromoFrance Organisation, G. Soulas exploite donc, entre autres, la misère sexuelle de ses contemporains par le biais des 3615 FAF (Femme À Femme), FEF, DAM, FUREUR, SORTI, COR, GROMAGO, DESTYN, DECIBEL, MATRI, KSTING. Comme l'indiquent les intitulés de ces services, le triste sire vise large et n'exploite pas que le «charme». Il compte aussi sur l'astrologie, les services matrimoniaux, tout comme l'une des sociétés qui lui sert de fournisseur de service télématique, DF Union, déjà rencontrée pour 3615 BOUKIN. Dirigée depuis le Tarn-et-Garonne par Françoise Perdriau et Dominique Charpenet, cette société au dernier chiffre d'affaires de plus de deux millions de francs exploite en effet tout ce qui de près ou de loin peut se rattacher à ces domaines lucratifs. Mais G. Soulas est un homme prévoyant et il a donc

GÉOGRAPHIE SOULASSIENNE

La géographie mégretiste a tendance à se restreindre à l'office de Soulas. Alors que le fief de celui-ci est un immeuble de la rue Alain-Chartier dans le XVe arrt., immeuble qui porte le blason commercial des Soulas, on trouve non loin de là les locaux de Mémorial Réseaux ainsi que la MBE qui lui sert d'adresse postale, mais toujours dans le XVe arrt. C'est d'ailleurs [illegible] que le FN-MN mégretiste [illegible] Association de Défense des [illegible] a choisi cette même MBE comme [illegible] tandis qu'il s'est installé pour sa [illegible] de Cronstadt, toujours dans le XVe [illegible] où on trouve bien évidemment et [illegible] une agence de la SOFRADOM ! [illegible] est ainsi devenue en quelques semaines la [illegible] des mégretistes.

[illegible] sur le modèle de celui de la devi[illegible] «Mergitur» et affirme fièrement [illegible] n'en compte pas moins de trois fois [illegible] entre René, Jacques et Gilles ainsi que [illegible] différentes entreprises (Société d'Encouragement au Progrès, PromoFrance Organisation).

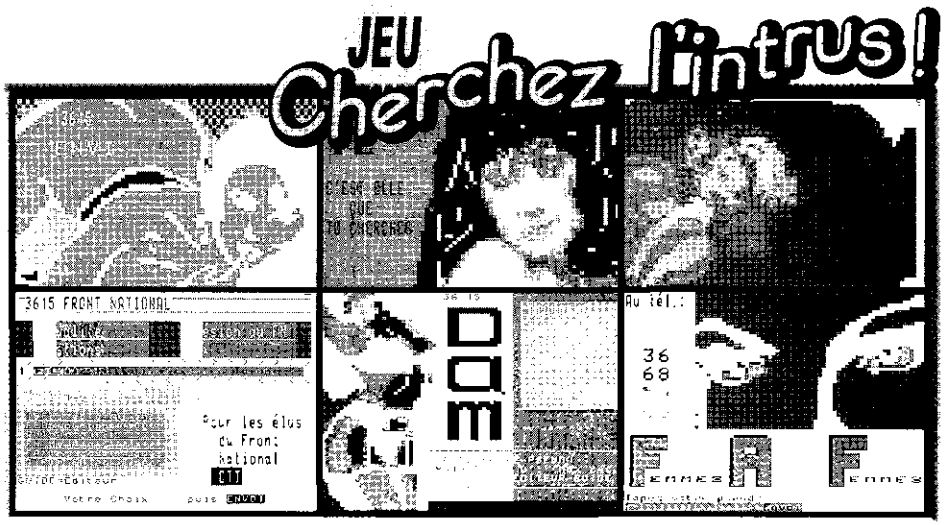
[illegible] société qui offre des adresses postales, très [illegible] saturation des boîtes postales.

7. On pouvait y reconnaître entre autres E.R.I.C. et Groupe 11, société de Nicolas Courcelle, frère de Bernard Courcelle, ancien dirigeant du DPS, SO-milice du FN. N. Courcelle a d'ailleurs opposé un démenti extrêmement vigoureux aux propos de B. Morrot dans *Marianne* du 6 décembre 1998.

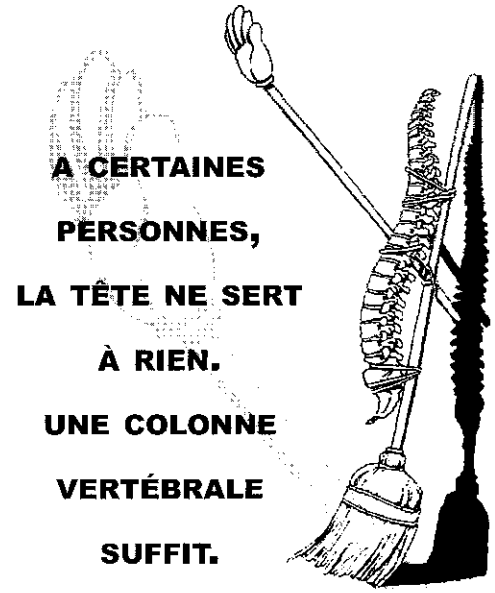
8. M. Schneider est né en 1947 et est devenu très tôt un militant actif. Dans les années 1960, il entre à la Fédération des Étudiants nationalistes et devient responsable d'Occident à Aix-en-Provence en mai 1968. Après un passage à Jeune Révolution, il dirige de 1971 à 1976 le CDPU, centre névralgique du nationalisme-révolutionnaire dans les années 1970. Au début des années 1980, on le retrouve au RPR, très proche des milieux militaires et de la Défense nationale. Il retourne au FN en 1983 et le quitte en 1990 sur un violent désaccord avec J.-M. Le Pen concernant l'attitude pro-américaine de celui-ci. Apparemment, ils se sont réconciliés !

9. Avec Didier Doh et Pascale Precetti comme associés principaux.

10. *Cf.* en particulier le *Guide juridique et pratique pour lutter avec succès contre les incitations à la débauche des pornotrafiquants du Cercle de la Cité vivante*. Mais qu'attendent-ils donc pour sévir contre M. Soulas ?!?



PARMI LES 6 SERVEURS MINITEL PORNOGRAPHIQUES SUIVANTS, UN SEUL NE DÉPEND PAS DE GILLES SOULAS : DEVINE LEQUEL...



développé également une autre société de composition et photogravure, LP communications, dont l'objectif principal est la publicité pour les sercices minitels évoqués ci-dessus. Il contribue donc à son échelle à alimenter ces campagnes d'affichage sauvage qui donnent une «image-dégradante-de-la-femme-comme-épouse-et-comme-mère». Fondée en 1994, cette SARL compte deux associés, G. Soulas bien sûr, et Pierre Cuenot. Celui-ci est devenu sociétaire en rachetant les parts détenues par... Serge Martinez, «le félon, pas l'autre», actuel lieutenant de B. Mégret ! Comme quoi l'univers de G. Soulas est un tout petit univers... mais nous aurons d'autres occasions de nous en apercevoir par la suite ! Pierre Cuenot fait un très bon partenaire puisqu'il dirige pour sa part une autre société télématique rose domiciliée en Corse, JFP Télématique, en charge entre autres des 3615 FEM 75, FEM 91, MX, 7L, SLT, MCA, EVI, ENVI.

Les copains d'abord

S'appuyant sur des revenus confortables, Soulas a pu faire de l'Æncre une machine politique efficace, au service du nationalisme le plus radical et du courant mégretiste. Cette importance grandissante du personnage et de son équipe s'est traduite de multiples façons ces derniers mois. L'une d'entre elle est l'apparition de G. Soulas comme directeur de publication de *L'Entraide nationale*, journal édité par l'association du même nom, dont l'instigateur est le pasteur Blanchard. Créée en juin 1996, cette association a eu sa petite heure de gloire médiatique lorsqu'elle a lancé une soupe populaire à la gare Saint-Lazare en décembre 1996. Cherchant à s'implanter de façon durable dans un univers qu'elle connaît peu et pour lequel elle ressent la plus profonde méfiance - le milieu des SDF -, l'Entraide a décidé de lancer un petit journal dont le produit de la vente doit revenir à ses vendeurs, sur le modèle du *Réverbère* ou de *L'Itinérant*. En fait de soutien aux SDF, *L'Entraide nationale* sert surtout de soutien à Gilles Soulas et ses camarades puisque l'essentiel de son contenu, numéro après numéro[11], est de la publicité pour l'Æncre, ses productions et ses amis. C'est ainsi qu'on y trouve des annonces pour le 3615 BOUKIN, les livres de Philippe Randa, partenaire de l'Æncre, les livres des amis de Philippe Randa[12] ou les vins du Pays de Loire diffusés par Winland. Surprise : la trilogie de romans de Philippe Randa[13] est celle éditée par Ambassy Conseil et Winland est la structure mise en place par la société du même nom pour commercialiser du vin. La boucle est bouclée !

Laissez venir à moi les petits enfants...

Mais il y a eu d'autres manifestations bien plus importantes politiquement. C'est le cas de l'intervention directe de G. Soulas dans la bataille plus ou moins feutrée qui oppose tous les courants nationalistes pour le contrôle du RIF (Rock Identitaire Français). L'un des moments forts du développement de ce courant a été la création de la société Memorial Records, SARL au capital de 50 000 francs, cette société compte de tout jeunes actionnaires, parfois impliqués dans les groupes qu'elle diffuse (In Memoriam en l'occurence) : Julien Beuzard, né en 1976, Mattias Bricage, né en 1971 et Arnaud Ducret, né en 1970. Mais ces trois lascars peuvent compter sur l'expérience d'un quatrième homme : G. Soulas, impliqué à hauteur de 125 parts, soit 12 500 francs, dans Memorial Records. Ce n'est évidemment pas pour l'amour du rock, de qualité douteuse, que l'on retrouve Soulas embarqué dans cette histoire. Le RIF est au cœur d'une opération de séduction menée en direction de la jeunesse, avec des résultats variables, il est vrai. La création de structures de ce type correspond également au désir de pouvoir faire profiter certains militants de l'extension du mouvement nationaliste en leur garantissant des emplois commerciaux plus ou moins stables. De fait, il faut rapprocher l'apparition de Memorial Records de celle de DEFI, Diffusion des Éditeurs Français Indépendants. Cette SARL de 50 000 francs a été officiellement créée en janvier 1997 par l'association des Éditions nationales, présidée par Bruno Mégret, dont la principale activité est l'édition des ouvrages écrits par des cadres frontistes, dont Mégret au premier chef. DEFI s'est lancée dans la vente par correspondance et son catalogue, *Durandal*, est un bon recueil de tout ce qui se fait à l'extrême droite, des livres d'Emmanuel Ratier aux disques de RIF en passant par les bijoux celtiques de Terres celtiques, boutique «enracinée» de Grenoble. Or les personnes qui font vivre DEFI sont bien représentatives de cette génération de militants qui contrairement à la précédente n'est pas obligée d'investir la droite parlementaire pour se reconvertir : le gérant est Damien Bariller, né en 1967, lieutenant de longue date de B. Mégret, et le responsable des ventes est Philippe Schleiter (dit Philippe Sevran), coordinateur national du Renouveau Étudiant. Par ailleurs, le catalogue *Durandal* est élaboré par Riwal Communication, que les fidèles lecteurs

11. On en est au numéro 6, le premier numéro étant paru en septembre 1997, ce qui en fait un trimestriel... Les lecteurs ont le temps de comprendre les tristes BD de N. Raletz...

12. Entre autres le navrant Jean-Paul Bourre, qu'on retrouvait d'ailleurs également dans *Pas de Panique à Bord*.

13. D'infâmes livres «policiers» se déroulant dans les Iles atlantiques : *Les Parques de l'Ile d'Yeu, Vengeance sur l'Ile-de-Ré, Il y a un tueur à Belle-Ile-en-Mer*. Mais il a réalisé une autre trilogie se déroulant en Picardie pour les afficionados... Qui a parlé de «diarrhée scripturale» ?

de *RÉFLEXes* connaissent bien[14], véritable pépinière d'anciens militants du GUD[15]. Cette offensive en direction de la jeunesse s'est également traduite par la quasi mise sous tutelle de *Réfléchir & Agir*[16] par G. Soulas. En conflit avec son directeur de publication D. Warlet, la publication dont le succès au sein de la jeunesse nationaliste est réel, a vu également l'éloignement de son principal animateur Éric Rossi. Elle a pu compter sur la sollicitude de G. Soulas qui lui a non seulement assuré une place de choix à l'Æncre mais lui a également trouvé une nouvelle domiciliation au 99bis-101, avenue du Général Leclerc. Cette adresse n'est pas anodine et elle montre que décidément G. Soulas a de la ressource : c'est également celle de la SEDE ! Ce bâtiment appartient à la SOFRADOM, grosse société anonyme dirigée par les époux Guelboim, dont la principale activité est la domiciliation d'entreprises et qui n'a cessé de se développer en région parisienne depuis 1983, obtenant un bénéfice de plus de 1 500 000 francs pour l'exercice 1997 ! La SOFRADOM a acquis des immeubles dans quasiment tous les arrondissements parisiens et celui du 99bis est à la fois l'un de ses derniers et de ses principaux bâtiments.

Cette implication de G. Soulas correspond à une démarche très précise de satellisation de la jeunesse nationaliste et de ses éléments les plus dynamiques et radicaux autour du mouvement de B. Mégret. Elle a culminé avec le meeting organisé par le Renouveau Étudiant le jeudi 4 février dernier à Paris sur le thème «Pour un Front de la Jeunesse» ! Outre le fait que le dessin de l'affiche était celui illustrant une ancienne affiche du Renouveau Étudiant parisien pour un meeting en novembre 1993, ce meeting faisait directement référence au mouvement de jeunesse du PFN et cultivait une certaine nostalgie. On trouvait également tous les représentants de la galaxie mégrétiste, du RE à *Réfléchir & Agir* en passant par Terre & Peuple, association de P. Vial, et le FNJ démaréchalisé.

Mais il est évident que cette stratégie se heurte de façon frontale à celle déployée par la mouvance nationaliste révolutionnaire autour du pôle Jeune Résistance-GUD. Il n'est pas sûr que cette dichotomie dure longtemps sans heurts, et ce d'autant plus que ce qu'il reste de la jeunesse lepéniste n'a peut-être pas totalement dit son dernier mot...

Promotion canapé

Au delà de cette offensive en direction de la jeunesse, tous ces éléments montrent la montée en puissance autour de B. Mégret de militants qui passaient jusqu'alors pour des seconds couteaux du nationalisme et dont G. Soulas est un bon représentant. Les activités «commerciales» de celui-ci ne semblent pas déranger ses amis du FN-MN pourtant si gourmands de beaux discours sur l'intégrité et la droiture morale. Cela n'a rien d'étonnant puisque l'extrême droite a toujours fait bon ménage avec les voyous. On se contentera de rappeler ici l'amitié qui unissait Damien Bariller, déjà rencontré précédemment, à Frédéric Jamet, secrétaire national du FN-Police et impliqué dans un trafic d'armes et de stupéfiants international. Signe qu'au contraire il est devenu quelqu'un d'incontournable au sein du FN-MN, Soulas est entré au Conseil national de ce mouvement à la faveur du congrès extraordinaire du 24 janvier à Marignane. Il y est en bonne compagnie puisqu'il a pu y retrouver Me Éric Delcroix, avocat des activistes négationnistes et... de l'Æncre ! Mais l'avenir n'est pas forcément paré de toutes les couleurs pour tout ce petit monde. Effet d'annonce ou véritable cri d'alarme, Soulas s'est fendu d'un mailing en janvier dernier pour dénoncer la supposée volonté du parquet d'asphyxier financièrement la librairie en interjetant appel de la décision de relaxe concernant l'arrêté d'interdiction de vente du livre *Degrelle m'a dit*. Cette asphyxie serait résultée du paiement des honoraires d'un avoué près la cour d'appel ainsi que de ceux de Delcroix plus une éventuelle condamnation. Il semble que son appel ait été entendu puisqu'en février, Soulas a pu remercier ses clients pour leur soutien. Néanmoins, cette mini-crise montre que l'Æncre reste fragile malgré l'appui financier que l'on peut trouver derrière sa façade.

Dans tous les cas, ce portrait de Soulas montre une fois de plus que l'extrême droite dément quotidiennement par ses pratiques et ses activités privées les discours et leçons d'honnêteté qu'elle peut déclamer par ailleurs. Les militants nationalistes doivent donc être combattus pour ce qu'ils sont : des crapules ! ●

14. *Cf. REFLEXes* n°51, «L'œil de Damas».

15. Le FN canal lepéniste n'est pas demeuré en reste avec la création l'année dernière de la SARL DLP (Diffusion Livres & Presse), dont les actionnaires et gérant ne sont pas, il est vrai, nés de la dernière pluie !

16. *Cf. REFLEXes* n°51, «Réfléchir ou Agir, il faut choisir».

DROIT DE RÉPONSE

Christian Bouchet nous a adressé il y a déjà quelque temps une lettre recommandée avec accusé de réception dans laquelle il nous demandait un droit de réponse. Celui-ci concernait un certain nombre d'affirmations contenues dans l'article qui lui était consacré dans le précédent numéro de *REFLEXes*. N'ayant ni la place ni l'envie le reproduire, nous nous contenterons d'indiquer qu'il réaffirmait ne pas [illegible] et n'être intéressé par l'ésotérisme que d'un point de vue ethnologique. Par ailleurs, il contestait notre présentation du CDPU comme celle d'un [illegible] ayant des liens avec les services de sécurité de l'État français... Admettons. Le droit de réponse à ceci de vain qu'il modifie rarement l'opinion [illegible] des articles incriminés, pas plus que celle de leurs lecteurs généralement. C'est pour cette raison que nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons écrit et que *Résistance !*, bimensuel de M. Bouchet, n'aura jamais l'honneur et l'avantage d'en recevoir de notre part malgré les stupidités qui entaillent parfois cette publication...

RIFfi à Vitrolles

Depuis qu'elle est devenue une force politique relativement forte, l'extrême droite n'a que le mot de culture à la bouche. Complexée par l'hostilité des milieux artistiques et consciente de l'importance de ce combat, elle multiplie les initiatives dans ce domaine. Il était donc inévitable qu'elle s'attaque un jour à la «culture jeune». Le résultat va bien au delà de ce que l'on pouvait attendre d'elle dans le domaine du ridicule. La preuve par les faits à Vitrolles...

Dans sa lutte pour la conquête du terrain culturel, l'extrême droite s'est découvert un nouveau vecteur, le rock rebaptisé «identitaire» (RIF). Depuis un an, plus d'une demi douzaine de groupes a émergé en se revendiquant de ce «courant musical» : Vae Victis[1], In Memoriam, Elendil, Ile-de-France, Aïon, Brixia. Dans un premier temps, seul le courant nationaliste-révolutionnaire, représenté par Nouvelle Résistance - l'organisation de Christian Bouchet - s'est intéressé à ce mouvement. Cela leur apparaissait un porte voix intéressant pour le mouvement nationaliste en direction de la jeunesse et le groupe Fraction Hexagone, devenu Fraction, semblait parfaitement correspondre à cette définition.

Mais très vite, certains au sein du Front national se rendent compte de l'intérêt qu'il y aurait à contrôler un tel phénomène. L'intérêt pour ce type de rock n'est pas innocent, il permet de développer une culture de droite en direction des jeunes, mais il peut aussi permettre de créer des structures amies et donc de faire travailler à temps partiel ou à plein temps des militants. C'est ainsi qu'ont été réactivés les anciens réseaux du GUD. Cette stratégie s'inscrit aussi dans le cadre de la prise de pouvoir des mégrétistes au sein du Front en s'appuyant sur la frange jeune proche des NR contre un FNJ «maréchalisé» et elle est parfaitement définie par Damien Bariller dans *Français d'abord*, magazine officiel du FN, en septembre 1998. Dans un article consacré au RIF, il affirme que «l'influence du RIF peut se révéler déterminante dans la séduction de franges de la jeunesse en révolte contre le prêt à penser du Système».

Bruno, cœur de rocker

C'est donc tout logiquement qu'en octobre 1998, la mairie de Vitrolles annonce dans son bulletin municipal la tenue d'un concert de rock identitaire pour le 7 novembre au Stadium. À l'origine, cette initiative n'a pas déclenché l'enthousiasme de toute l'équipe municipale. L'image qui colle au rock d'extrême droite (skin, baston, bras tendus et apologie de la race blanche...) effrayait certains qui pensaient que ce concert risquait de donner une image de la mairie trop marquée. Il est certain que l'organisation de conférences comme celle du 17 mai 1998 consacrée à J. Evola ou d'autres animées par le GRECE[2] présente en soi moins de risques... C'est B. Mégret et son bras droit H. Fayard qui ont fait le forcing pour que le concert ait lieu. On verra ainsi à chaque stade de l'organisation de ce concert que ce sont des proches de B. Mégret que l'on retrouve. Ceci étant dit, ce n'était pas le premier concert de RIF dans cette région puisque le CED-Renouveau Étudiant d'Aix-en-Provence en avait déjà organisé un au château de Julhans à Roquefort-la-Bédoule le samedi 27 juin de la même année.

L'Homme de droite aime les stades...
Amicalement, il y fait du sport ou de la musique, avec ses petits amis. Mais par pur altruisme politique, il sait en faire profiter ses ennemis à l'occasion. À Vitrolles, le FN ne déroge pas à cette coutume...

1. La première véritable apparition discographique de ce groupe a été la compilation *France explosion vol.1*, sortie en mai 1995.

2. Animées sous l'égide de l'association municipale Culture en Provence. Les orateurs ont pour l'instant été E. Robert, Jean Haudry ou Pierre Vial, entre autres...

C'est courant juillet que des contacts sont pris entre la Mairie de Vitrolles et une société parisienne intitulée Memorial Records. C'est elle qui, pour l'essentiel, produit et diffuse les groupes qui se revendiquent du RIF. Ses principaux animateurs sont Julien Beuzard, gérant, et Mathias Briccage, directeur administratif et financier. Mais en fait, le principal patron n'est autre que Gilles Soulas qui fait l'objet du portrait de ce numéro de *REFLEXes* et est l'un des propriétaires de la librairie néo-fasciste l'Æncre / Librairie nationale. Dans la galaxie Mégret, il joue un rôle financier important, mais il a aussi pour tâche de mettre au service de celui-ci ses anciens camarades du GUD, aujourd'hui bien installés. Depuis la scission du FN, Soulas est élu au Conseil national du FN-MN et responsable du service d'ordre de Mégret.

Memorial Records et la mairie tombent rapidement d'accord et trois groupes sont proposés : In Memoriam, Vae Victis et Ile-de-France, pour un montant de 80 000 francs (dont 30 000 francs de frais de transport en avion pour 27 personnes, 11 000 francs pour la sécurité et 14 400 francs de cachet). La boîte de sécurité chargée du concert est Ambassy Sécurité[3]. À sa tête, on trouve un certain Gilles Sereau qui n'est autre que l'associé de Soulas à la librairie l'Æncre.

Petite musique brune de nuit. La variété apparente ne doit pas cacher la pauvreté des thèmes. Ne s'improvise pas Wagner qui veut...

Autre fondateur d'Ambassy, Michel Schneider, qui est devenu le bras droit de Jean-Jacques Susini à Marseille et est chargé par Le Pen de faire la chasse au Mégret... Sereau a été candidat du Front national et Ambassy a plusieurs fois assuré la sécurité de manifestations du FN. Il est intéressant de noter que le contrat sera signé entre Memorial et la Sarl GG Organisation, représentée par Michel Gaudin.

À la mairie de Vitrolles, on voit les choses en grand, on prévoit de mettre à la disposition du public des cars à partir de Paris, Lyon, Nice et Toulouse, le prix d'entrée au concert étant volontairement faible (50 francs). Le but est bien évidemment d'attirer un maximum de spectateurs. Au service culturel, on parle même de plusieurs milliers de jeunes. La réalité sera heureusement moins rose !

Malédiction sur le Rocher

D'abord la FNAC refuse de prendre les billets du concert en location et l'affichage est inexistant, sauf à Vitrolles. Ensuite, les cars prévus ne seront jamais remplis (les deux cars de Paris ne prendront pas la route). La publicité fonctionne à l'envers, personne n'a envie de bosser sur un tel concert.

Dans la nuit du 29 octobre 1998, une charge explosive détruit l'installation électrique de la salle louée, le Stadium, la rendant inutilisable pour le concert. L'attentat est d'abord revendiqué au nom du groupe FTP puis démenti quelques heures plus tard. Pour les enquêteurs, l'opération s'apparente à une opération «menée par des professionnels», à l'inverse des autres attentats de ce groupe. Or le Stadium s'est trouvé être un enjeu électoral durant le campagne des municipales. Mégret en faisait le symbole du gaspillage de l'argent public de l'ancien maire PS Jean-Jacques Anglade. Dans les tracts de Mégret, le Stadium était comparé à la Pierre noire de la Mecque (dont il a la forme), un lieu destiné aux «arabes et aux pédés». De plus, le contrat d'exploitation liant la mairie à la société en charge de gérer le Stadium arrivait à expiration. On peut se poser beaucoup de questions sur les auteurs et les motivations de cet attentat. Évidemment, Mégret se pose en victime et annonce que le concert aura quand même lieu. Mais ses ennuis ne sont pas finis. La mairie décide que le concert se passera sur le parking du Stadium et veut installer un chapiteau. Comme par hasard, les candidats ne se bousculent pas pour louer leur matériel. Seule une boite de Géménos, Azur Chapiteaux, accepte. Reste le problème de la sono... Là encore, aucune boîte de matériel de sonorisation, tout semble loué. Le jour du concert à 4 heures de l'après midi, toujours pas de sono et les balances ne sont pas faites. En désespoir de cause, la mairie décide de se servir de la sono de la salle des fêtes de Vitrolles et envoie une équipe d'employés municipaux la chercher. Là encore, contretemps. Lorsqu'ils veulent démarrer le camion, l'antivol a été cassé et le camion ne veut pas partir. Après ces nombreux incidents et une balance expédiée en quatrième vitesse, la soirée commence. La zone autour du concert est quadrillée d'une part par la police nationale, par la police municipale mais aussi d'autre part par la sécurité du Stadium. Ces derniers semblent trop métissés aux yeux du responsable du concert qui demande au chef de la sécu du Stadium de relever ses vigiles trop «bronzés» du parking. Le responsable de la sécu promet de lui éclater personnellement la tête s'il arrive quoique ce soit à un de ses gars. Du coup, l'autre préfère ne pas insister. Sur le parking peu de voitures, et encore moins de voitures immatriculées en dehors de la région (deux de la Seine-Saint-Denis et une bande de skins lyonnais

3. *Cf. Méfaits & Documents* n°1.

au drapeau tricolore). À l'entrée du chapiteau, les appareils photos sont interdits, l'équipe de France 2 qui voulait filmer le concert est refoulée. Tous les journalistes sont obligés de présenter leur carte de presse, de décliner leur nom et le titre de leur journal. C'est ainsi qu'une journaliste de *L'Humanité* se fait bousculer par quelques courageux sous les yeux impassibles de la sécurité d'Ambassy et d'Yvain Pottiez, un contractuel à qui la chasse aux journaliste a dû rappeler des choses : ce brave garçon a passé quelques semaines en prison en 1993 pour violences volontaires contre un militant de l'UNEF-Id de la faculté d'Assas. Il semble également avoir été impliqué dans des violences contre les journalistes Serge Faubert et Michel Soudais (Ah Yvain ! T'en souviens-tu lorsque nous étions face à face place de la Sorbonne dans ces années-là et que tu reculais face à la chaîne de vélo d'un de nos camarades ?)[4].

Flop musical

À l'intérieur, c'est le désert : pas plus de trois cents personnes à vue de nez, parmi elles pas mal de représentants de la municipalité, certains même ceints de leur écharpe tricolore. D'autres plus âgés accompagnaient leur progéniture. Parmi les plus jeunes, on pouvait reconnaître des fachos aixois regroupés autour de Damien Leclère, responsable de Renouveau Étudiant, Grégory Ombruck, marié de l'année, et ses acolytes d'*Impact* – la revue qui remplace *Napalm Rock*[5] – les Niçois de Fraction Hexagone accompagnés de leurs copines et quelques Italiens. Le bide complet. Fraction Hexagone, rebaptisé Fraction, demande à jouer, mais le staff de Memorial Records refuse : ce n'est ni la même crèmerie, ni le même style musical, Fraction étant infiniment plus rock que les gentils In Memoriam. Ils ont juste droit à quelques dédicaces de la part des groupes sur scène.

Questions stands, peu de choses à part la boutique grenobloise Terres Celtiques. Question ambiance, c'est froid, les plus excités étant les skins de Lyon, qui n'arrêtaient pas de lever le bras. On calme leur ardeur intempestive, trop politiquement incorrecte. La soirée s'étire jusqu'à 2 heures, devant un public de plus en plus clairsemé. Une centaine à tout casser à la fin.

Le concert a été un bide et un crash financier. Il a coûté 150 000 francs en comptant les groupes, la location du chapiteau, les groupes électrogènes, les sonorisateurs et

4. Pour une autre anecdote, *cf. Méfaits & Documents* n°1.

5. *Cf. REFLEXes* n°50.

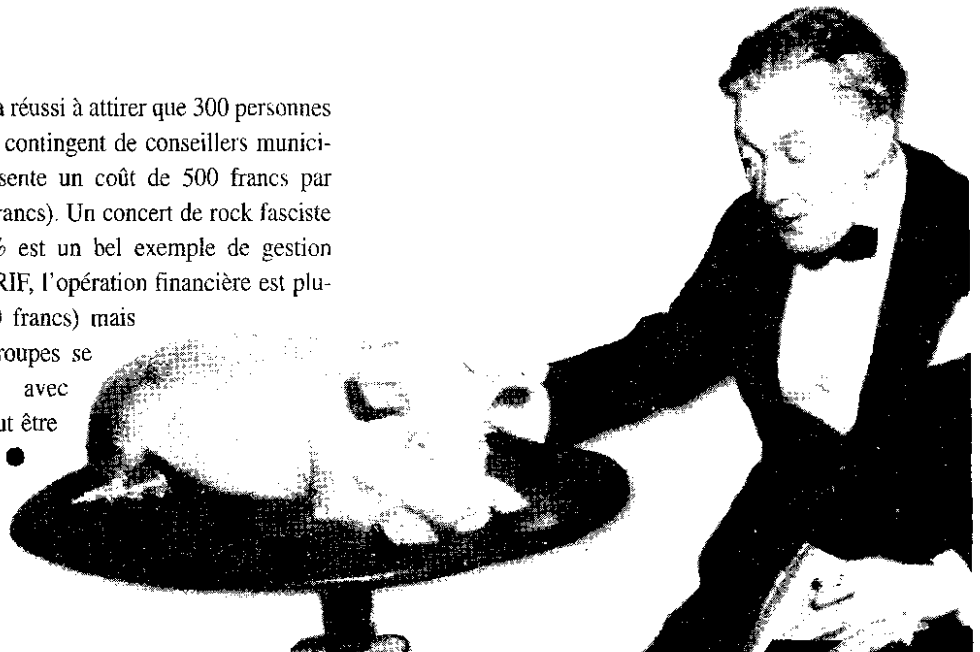
QUAND LA MAIRIE DONNE LE "LA"

Tout passe par le service culturel de la mairie : à sa tête, Brigitte Marondat, déléguée à la culture. C'est une militante de longue date, sa famille aussi. On en retrouve des membres dans l'OAS dans les années 1960, puis au PFN dans les années 1970. Les deux frères ont vécu les beaux jours du Groupe Union Droit : Bernard, le docteur, était responsable du GUD à la faculté de Médecine de Marseille. Il intègre vite le FN quand celui-ci devient politiquement porteur et il s'occupe un temps du FNJ. Avec l'âge et les diplômes, il devient le responsable du Cercle national Santé Phocéa, une structure FN créée en direction du monde médical, longtemps en sommeil.

Il est actuellement conseiller municipal de Marseille. Au moment de la scission, il choisit Mégret. Il était présent au congrès de Marignane. Il est un des maillons essentiels dans la stratégie municipale de Mégret, comme responsable des Cercles Marseille Renouveau, une structure destinée à faire passer le message mégrétiste chez les décideurs économiques de la ville. Son frère Jacques était pour sa part responsable du GUD à la faculté de droit d'Aix-en-Provence. En 1976, à la sortie d'un cinéma sur le cours Mirabeau, il se retrouva nez à nez avec un responsables des JC locaux qui lui mit une tête : direction l'hôpital ! Le GUD national décida alors de le transformer en martyr et décréta une journée d'action à Assas le 9 avril 1976. Aux côtés de Mme Marendat, on trouve Sandrine Lagardère, qui présente la particularité de porter en pendentif une délicieuse croix celtique. Toujours dans l'organisation du concert, Yves Pourro, ancien de l'Union des Étudiants de Droite à l'IEP de Paris, président de l'association Marseille Liberté, association qui servait à recueillir les chèques pour la création de la SCI Liberté 13. Cette SCI était elle-même chargée d'acquérir le nouveau siège du Front national pour les municipales de 2001. Avec la scission, les fonds se sont taris et il n'est plus question de SCI pour le moment.

Madame la maire et la chorale municipale des Petits Chanteurs à la Croix de Fer.

les techniciens. Il n'a réussi à attirer que 300 personnes (en comptant le fort contingent de conseillers municipaux), ce qui représente un coût de 500 francs par entrée payante (50 francs). Un concert de rock fasciste subventionné à 90% est un bel exemple de gestion mégrétiste. Pour le RIF, l'opération financière est plutôt positive (80 000 francs) mais politiquement les groupes se sont compromis avec Mégret. Ce n'est peut être pas le cheval idéal. ●



Ce qu'ils en ont pensé...

Pas de surprise. Pour **la municipalité de Vitrolles**, le concert du 7 novembre a bien sûr été un pur succès et a attiré près d'un millier de jeunes de Vitrolles et de ses environs. Son bulletin municipal lui consacre une page entière, dont une large partie consiste en un descriptif des groupes musicaux participants. Ce communiqué triomphal est évidemment de bonne guerre.

Las ! Il était démenti peu de temps après par un petit article dans ***Français d'Abord*** qui montrait un peu plus de lucidité dans sa présentation de la soirée. Le nombre de participants était ramené à 300, le concert s'était «étiré de 21 heures à 2 heures du matin». Restait «le courage de Catherine Mégret, Gilles Soulas et des groupes musicaux invités», confrontés aux «sabotages au sein des services techniques de la ville où sévissent encore quelques syndicalistes zélés et allergiques au verdict du suffrage universel». Sans doute des gens qui ne savent pas reconnaître la vraie kultur et la bonne musique...

Par ailleurs, *Le Lansquenet*, magazine du **Renouveau Etudiant** aixois, a consacré une page au concert, sur un ton dithyrambique, cela va de soi. Ne se posant aucune question sur l'origine de l'attentat, l'auteur de l'article entonne le traditionnel refrain de la persécution et du courage des nationalistes. Mais c'est une chanson que l'on connaît...

Non moins sans surprise, le **FN-MN** oppose le gentil RIF à la musique de brute skinhead, dénonçant à l'occasion du concert une «campagne de presse mensongère amalgamant musique skinhead et RIF». Il faut dire que depuis un Premier mai de triste mémoire qui vit l'assassinat d'un homme d'origine marocaine par des boneheads, les relations entre ces derniers et les FNs se sont pour le moins distendues...

De fait, à première vue, peu de rapport entre les gentils **Vae Victis**, leur princesse burgonde et leurs «chansons évoquant la terre ancestrale, les épopées lyriques et épiques de nos aïeux» et les affreux de la **9e Panzer Symphonie**, boneheads de la région parisienne dont on retrouve l'humour pince-sans-rire dans le fanzine ***Engrenage infernal***. Pourtant, ces deux groupes sont sur une compilation de 1995, *France explosion vol.1*, en compagnie d'autres lascars.

Mais la concurrence musicale est rude et face à une scène bonehead qui reprend du poil de la bête, le RIF a intérêt à marquer sa différence. Le créneau «rock dur» étant occupé par les groupes OI ou RAC, les groupes de RIF essayent de profiter du regain d'intérêt pour la musique d'inspiration celtique en mélangeant certains accords. Mais il est évident que le soutien qu'ils rencontrent au sein de la jeunesse nationaliste est avant tout idéologique, plus que qualitatif. Le RIF profite des réseaux de distribution mis en place par les FNs et joue la carte de l'ouverture en se moquant éperdument du soutien bonehead. Il n'est pas évident que celui-ci soit dupe longtemps... ●

abonnement

No pasaran!

Chèque à l'ordre de **ÉMANCIPATION** à renvoyer à No Pasaran 21ter rue Voltaire 75011 PARIS

☐ **Abonnement couplé au mensuel *No Pasaran* et au magazine *REFLEXes* (150 francs)**
☐ **Abonnement seul au mensuel *No Pasaran* (100 francs)**

Nom Prénom .....

Adresse .....

Code postal ☐☐☐☐☐☐ **Ville** .....

Il n'est pas facile au cours d'un entretien à bâtons rompus de retenir l'essentiel ; les hypothèses et les digressions s'emmêlent, les idées émises deviennent confuses et une non-interview paraît comme telle, avec des *a priori* et parfois même des contre-vérités. Des détails techniques ont empêché le rédacteur d'«Oubli direct» (*cf. RÉFLEXes* n°51) - dont la bonne foi n'est pas en cause - de me demander mon accord. Il m'est donc indispensable de revenir sur certains points.

La situation générale des militants d'Action directe incarcérés est désastreuse, comme celle de tous les prisonniers qui sont depuis 11 ou 14 ans derrière les murs, et plus encore bien sûr car ils ont passé de longues années à l'isolement. Ils ont tenté par de nombreuses grèves de la faim épuisantes d'obtenir une amélioration de leur détention et une reconnaissance officielle de leur identité politique – officielle, car personne ne saurait la contester et ce n'est pas le sempiternel refrain politico-judiciaire «les faits sont des faits de droit commun» qui change quoi que ce soit – et d'être regroupés.

Aujourd'hui, Jean-Marc Rouillan, Régis Schleicher, Georges Cipriani et Nicolas Halfen, tous arrêtés dans le cadre du procès Action directe et encore incarcérés, sont en maison centrale de sécurité, disséminés dans tout le territoire. Par erreur, N. Halfen n'a pas bénéficié de la confusion de peine auquel il pouvait prétendre, le jury ayant considéré qu'il était impliqué dans un assassinat, ce qui est faux. Mais la sentence des assises est sans appel et il lui a par ailleurs été refusé une grâce ou au moins une libération conditionnelle. Il s'est marié en prison et est à présent bientôt au bout de sa peine. Cipriani, pour sa part, a craqué après des années d'isolement à Fresnes. Il a perdu une part de sa personnalité et oublié un morceau de son passé. Il s'arrange avec son psychisme actuel pour ignorer dans la mesure du possible où il est et peut-être pourquoi il y est. Schleicher, depuis l'arrêt des grèves de la faim, ne veut plus rien demander à l'administration pénitentiaire. Il continue sa lutte au quotidien, garde sa curiosité et ses capacités d'analyse face à un monde en changement. Mais sa réflexion, née en cellule hors des réalités extérieures, sans confrontation avec ses camarades – les courriers sont une gymnastique difficile entre ce qu'on peut dire et ce qu'on veut dire – ses analyses ne lui semblent avoir de l'intérêt que pour lui. Par ailleurs, Régis n'a aucune visite qui ne soit familiale. J'avais obtenu il y a quelques années du directeur de la centrale où il se trouve un permis de visite qui m'a été arbitrairement retiré par l'AP après deux occasions. J.-M. Rouillan continue de réclamer le statut de prisonnier politique, statut qui lui avait été appliqué lors d'un précédent emprisonnement sous Giscard pour son appartenance aux GARI et qui a été supprimé par les socialistes en 1981. Motivée par une volonté louable de liquider les tribunaux d'exception, cette décision a en fait également permis de proclamer qu'il n'y a plus de prisonniers politiques en France et n'a pas empêché la réapparition d'autres juridictions exceptionnelles. Depuis qu'ils n'existent plus, les prisonniers politiques sont traités au coup par coup par la chancellerie, l'AP ou simplement la direction des prisons dans lesquelles ils se trouvent, au gré des événements, des paranoïas et des phantasmes ambiants. Jean-Marc a choisi de se battre pied à pied avec le ministère et l'AP pour obtenir l'espace qui lui semble indispensable pour poursuivre la lutte et la réflexion politique commune, malgré le temps et les embûches, avec Nathalie et Joëlle. Son travail théorique remplit son emploi du temps. En dehors des visites de sa famille, il n'a qu'un camarade allemand qui vient rarement à Lannemazan étant donné la distance.

Pour ce qui est de Joëlle Aubron et Nathalie Méningon, elles sont toujours en maison d'arrêt à Fleury-Mérogis. Elles ont le droit de se voir lors de la promenade mais la vie en maison d'arrêt est plus étroite qu'en centrale. L'étiquette DPS y est plus pesante, d'autant plus que Nathalie a eu un grave accident cérébral. Cet accident n'est pas une maladie spécifique à l'enfermement et à l'isolement, il aurait peut-être pu lui arriver ailleurs. Il n'en reste pas moins que la tension permanente de la prison, le stress occasionné par l'isolement, les privations multiples œuvrent pour approfondir les fragilités de la constitution physique et psychique. À long terme, l'hôpital est l'annexe de la prison. L'accident a été soigné correctement mais les suites en sont inquiétantes. Il semble qu'une dépression suive toujours ce genre de

problème et qu'un entourage attentif de compréhension et d'affection soit nécessaire pour la surmonter. Il est évident que l'endroit où elle se trouve est tout sauf propice et que les neuroleptiques qui lui sont prescrits ne sont pas foncièrement bénéfiques. Face à cette situation angoissante, Joëlle est inquiète pour Nathalie et voudrait pouvoir veiller efficacement sur elle. Pour autant, Nathalie est rieuse, chaleureuse, battante ; elle aime la vie et a toujours été prête à la risquer dans le cadre des engagements de sa vie militante. L'image misérabiliste qui est reflétée par les médias n'est pas la sienne mais seulement celle de ce qu'on voudrait la voir devenir... et qu'elle risque de devenir sans notre détermination et notre solidarité à tous !

À cet égard, l'histoire du mariage projeté depuis l'année dernière entre Jean-Marc et Nathalie est un détail significatif. Aucun d'entre nous ne reconnaît cette institution préhistorique. Ce mariage est à la fois un acte insolite qui se veut sécurisant, comme un pont entre le passé et l'avenir, et une façon pour Jean-Marc et Nathalie de se rencontrer. La politique de l'AP est de faire traîner les choses le plus longtemps possible et le fait que Jean-Marc ait souhaité m'avoir comme témoin est prétexte à reculer encore plus cette rencontre. Par ailleurs, l'événement prend une tournure nouvelle, un peu comme un pari lancé de réunir l'intérieur et l'extérieur, et une fois de plus l'AP et la chancellerie prouvent qu'elles ne respectent aucune de leurs règles lorsqu'il s'agit des prisonniers d'AD.

Sur le plan international, la détention des prisonniers politiques est différente dans chaque pays. L'intérêt qu'ils suscitent aussi. En Belgique, les camarades des CCC devraient être dehors, mais il semble difficile d'imposer leur sortie. En Italie où ils sont beaucoup plus nombreux et où la lutte armée a été la plus développée, les prisonniers ont un soutien plus large. En Allemagne où le soutien était important, la discussion sur la guerre est finie (ou pas !) et divise l'extérieur. Mais cette question est autre que le thème premier de cet article et je ne désire pas l'aborder ici.

Les perspectives pour tenter d'améliorer la situation des militants d'AD sont presque nulles s'il n'y a pas une forte mobilisation à l'extérieur. Pour Nathalie, la seule possibilité de guérison est la libération anticipée, il n'est rien d'autre à demander ! Mendier des miettes d'espace me paraît impensable. Je laisse cette tâche aux familles et aux avocats. Ils peuvent demander plus de permis de visite, le transfert de Joëlle et Nathalie ensemble en centrale pour peu qu'elles le désirent car il est difficile de sortir d'une situation qu'on connaît et qu'on fait évoluer au fil des jours pour sauter dans un inconnu tout aussi cadré et répressif dans lequel il faudra retrouver ses repères, retisser des relations à autrui... L'époque du combat d'AD est oublié de presque tous ou occulté par certains. Ceux qui luttent aujourd'hui le font avec d'autres armes. J'essaye à travers mes luttes au quotidien de démontrer que les méthodes sont une question de moment et d'analyse de ce moment, que nous n'étions pas des desperados, que les luttes d'hier, d'aujourd'hui et de demain sont une continuité. La lutte armée ne peut pas être une lutte isolée, elle fait partie d'un combat global, appuyant les luttes sociales, issues de ces dernières et complémentaires. Alors que peut-on faire pour les militants d'AD incarcérés ? Je n'ai aucune recette toute prête. Je sais seulement ce que je voudrais faire... Ce que je peux faire... Et ce que je fais. Et j'apprécierais que ce «je» devienne un «nous». On peut au moins leur écrire, on peut aussi leur envoyer de l'argent. Depuis ma sortie de prison, j'ai constaté que peu de camarades, de copains ou d'amis pensent qu'en prison on a besoin d'argent et la misère ambiante n'incite pas à donner un coup de main à ceux qui ont moins encore, simple geste de solidarité ordinaire et pratique. J'en ai été étonnée, puis j'ai enregistré le fait, sans plus. Ce texte ne veut pas «faire pleurer Margot» mais réveiller l'esprit d'entraide des camarades de ce côté-ci des murs. Certains, hier, ont lutté de la façon qu'ils pensaient la plus efficace et la plus utile pour conduire à une révolution, à un changement radical pour lequel nous sommes nombreux à œuvrer d'une manière ou d'une autre. Des militants sont ou seront en prison pour des actes semblables ou différents visant le même but ou allant dans le même sens que celui des camarades actuellement emprisonnés. Répondre à leur appel aujourd'hui, c'est affirmer qu'à travers le temps, des voix se feront toujours entendre pour soutenir ces militants incarcérés. Que nous ne cesserons jamais d'être l'os dans la gorge de la répression... Jusqu'à l'étouffer ! ●

Helyette Bess

OSER LUTTER
OSER SE SOLIDARISER

• Joëlle Aubron MAF 31504 U - D6E
9, Av. des Peupliers 91705 Fleury-Mérogis
• Nathalie Ménigon MAF 32091 G - D6E
9, Av. des Peupliers 91705 Fleury-Mérogis
• Jean-Marc Rouillan 969 - B 204
Rue Baliques, BP 166 65300 Lannemezan
• Régis Schleicher 7367 - MC
BP 41 03402 Yzeure

L'adresse actuelle de G. Cipriani m'est inconnue car il a rompu toute relation avec nous. Précision : les envois d'argent aux prisonniers sont à faire par mandat-poste. Pour ceux qui préfèrent envoyer un chèque, il est possible de les adresser à :
Jargon libre,
12 Av. du Château 94300 Vincennes

Réinventer le PACIFISME

POUR L'INTERVENTION CIVILE AUTONOME EN ZONE DE CONFLIT

L'approche que nous avons de la guerre et des conflits civils et internationaux est en général subordonnée aux visions des États. La société civile, militants et organisations politiques compris, avons tendance à considérer ces événements comme hors de notre portée, et à nous contenter d'une revendication morale («quelle connerie la guerre» Jacques Prévert des JC pendant la guerre du Golfe) ou d'une action humanitaire. Quelques trop rares radicaux avaient en 1991 touché un point crucial par leur slogan : «saboter la paix sociale pour saboter la guerre», mais ils sont restés globalement isolés. Les vieux routiers du pacifisme, style UPF (Union Pacifiste de France, d'option libertaire), malgré leurs idées originales sur le désarmement unilatéral, ne sont jamais arrivés à sortir d'une problématique vieille comme la guerre de 14. Quant aux mouvements de soutien aux réfractaires, style RIRE, leur antimilitarisme rabique ne leur laisse que peu de temps de réflexion pour penser globalement et politiquement l'action anti-guerre, excepté le soutien aux déserteurs.

Revitaliser le pacifisme

On garde encore en France l'image du pacifiste hippie adepte du *Peace and love* ou du couard prêt à céder aux sirènes des nouveaux Munichois, quitte à accepter le pire des régimes pour éviter une effusion de sang. Très peu nombreux ont été ceux qui ont voulu réfléchir sur la guerre et la paix, et en premier lieu sur leur définition. Ouvrons le Petit Robert. «Paix : rapport entre personnes qui ne sont pas en conflit, en querelle [...] absence de troubles, de violence [...] situation d'une nation, d'un État qui n'est pas en guerre». Remarquons le côté négatif de cette définition. Les curieux verront que la définition de la guerre n'a pas ce travers. Pour notre part, nous préférons une définition plus positive : «règlement d'un conflit par tout autre moyen que la violence, la pression et l'oppression». Ça n'empêche pas forcément des engagements plus extrêmes : lors de la guerre d'Espagne, un certain nombre de volontaires n'ont pas caché, le fusil sur l'épaule, leurs options pacifistes ; la victoire sur Franco stopperait l'extension du fascisme en Europe et empêcherait peut-être la déflagration mondiale... Des lucides... Dans les années 1980, les débats au sein du Mouvement des Objecteurs de Conscience (MOC), du Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN), et d'autres, appuyés par des centres de formation comme La Forge ou le Cun du Larzac, avaient développé des théories sur les problèmes liés à la défense dite nationale, et comment cette défense avait été monopolisée par les cercles étatiques. Ces derniers ont toujours adopté une ligne qui peut être résumée comme suit :

- Le premier objectif d'une politique de défense est de définir l'ennemi ;
- La politique de défense est trop subtile pour être comprise du citoyen. Il doit donc être écarté des lieux de réflexion et de décision.

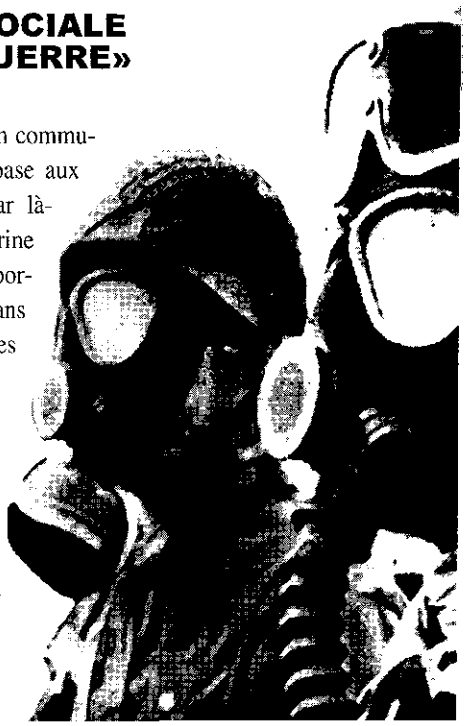
C'est l'un des objectifs du fameux «secret-défense» qui sert toujours à tout et n'importe quoi. Cette vision permet naturellement d'écarter les causes réelles des conflits, sociaux, économiques ou politiques, et d'apporter comme seules explications des alibis à courte vue du genre : «Les autres sont des voleurs ; un nouvel Hitler-dictateur-fou menace la paix et les peuples ; si nous ne nous armons pas, ils nous envahiront ; nous n'attaquons pas, nous défendons la démocratie, etc.»

À la même période, des groupes européens comme, en France, le CODENE (COmité pour le DEsarmement Nucléaire en Europe), issus de la gauche non communiste, se sont spécialisés dans l'aide à la base aux pacifistes dissidents des pays de l'Est. Par là-même, ils appliquaient une toute autre doctrine de la sécurité et de la défense. On sait l'importance qu'ont eu les groupes est-européens dans le processus de décomposition des régimes totalitaires.

«SABOTER LA PAIX SOCIALE POUR SABOTER LA GUERRE»

Se réapproprier la géopolitique

Aujourd'hui, avec la fin de ces mêmes régimes, on a l'impression de rentrer dans une «géopolitique du chaos», selon le mot



d'Ignacio Ramonet[1]. Bien malin en effet qui arrive à se retrouver dans un embrouillamini où, en plus des responsables politiques et militaires, sont présents les multinationales, les mafias de la drogue et des ventes d'armes, les intégristes religieux et nationalistes... On trouve chez ces divers «personnages» deux tendances en apparence contradictoires : les uns représentent la tendance de la fusion des instances des dirigeants de la société mondiale globalitaire, avec un rôle hégémonique des multinationales et des installations financières internationales ; l'autre tendance, celle de la fission, voit agir les dirigeants nationalistes, régionalistes ou religieux. Point commun, et qui voit souvent la fusion des deux tendances sur tel ou tel conflit : le contrôle de l'actuelle mutation technologique par les marchés, tout comme la politique et la culture. Même derrière les nationalistes et les religieux se profile l'ombre des financiers internationaux. Le taliban afghan ou le tchetnik serbe ne sont pas forcément au courant des enjeux qui planent au-dessus de leur kalashnikov, mais quand on gratte au niveau des banques, des transferts d'armements, des relations inter-gouvernementales, on a de curieuses surprises... Quelqu'un a-t-il déjà entendu parler d'une attaque du GIA algérien sur les entreprises et les industries à gros capitaux étrangers ?

Si nous arrivons peu ou prou à décortiquer telle ou telle logique d'offensive capitaliste ou nationaliste à l'œuvre, nous nous trouvons fort dépourvus quand advient la bise guerrière, et il n'est pas rare que nous nous calquions sur les grilles de lecture offertes par les médias, même si nous essayons d'y poser notre propre analyse. Les dés sont pipés.

La nécessité de repenser la science géopolitique s'impose. Généralement, elle est monopolisée par les cercles dirigeants ou de ceux qui voudraient bien l'être. Repenser la géopolitique ne signifie pas seulement analyser ce qui se passe, les enjeux politiques et économiques à l'œuvre, mais aussi comment la société civile internationale peut s'impliquer, intervenir et même proposer des solutions qui sont les siennes, et non plus celles des pouvoirs politiques, économiques ou financiers. La création de l'alternative passe aussi par ce biais.

Prenons un exemple : quelques très rares voix yougoslaves, dans divers milieux et dans divers pays, avaient pensé qu'un projet de confédération balkanique était l'unique solution viable contre les logiques nationalistes[2]. Les quelques personnes qui se sont exprimées sur ce point n'ont pas été écoutées. Entre-temps, le projet stratégique et étatique de confédération croato-musulmane n'a eu de réalité que pour l'offensive anti-serbe, tandis que l'Initiative Économique pour l'Europe du Sud-Est, si elle écarte un certain nombre de risques de conflit, est davantage un projet de contrôle américain sur la région que l'expression d'une réelle volonté citoyenne.

L'action anti-guerre

Sachant qu'une guerre n'arrive pas par l'opération du Saint-Esprit, quoiqu'en disent les intégristes de tout poil, mais qu'elle est toujours longuement préparée, il est donc possible de rechercher et d'analyser longtemps à l'avance les origines du conflit en gestation et de pouvoir y répondre. Certains observateurs avaient prédit l'éclatement violent de la Yougoslavie dès la mort de Tito, au début des années 1980. Tous ont compris en 1988 que la politique nationaliste de Milosevic était en train de multiplier les risques. Le fameux reportage de la BBC, «Suicide d'une nation européenne», a démontré par ailleurs que le «boucher des Balkans» a bien vérifié par avance que le reste du monde ne bougerait pas avant de lancer la guerre en Croatie.

Agir avant la guerre

Les groupes de pacifistes, ayant fait ces premières analyses de situation, doivent prévoir les lieux prioritaires où s'investir, ceux qui seront les premiers objectifs des factions guerrières. Ce n'est pas par hasard si les villes et villages où a éclaté la «révolte» des Serbes de Croatie étaient souvent des nœuds ferroviaires ou routiers : des points militaires stratégiques. Des actions soutenues en ces endroits auraient pu fortement gêner les campagnes des armées et des milices. Ce n'est pas sans danger il est vrai : la guerre en Bosnie a connu son véritable commencement par la fusillade d'une manifestation pacifiste de masse à Sarajevo ; mais cette manifestation était elle-même spontanée, et non pas partie d'une stratégie anti-guerre plus vaste. L'urgence... Autres lieux stratégiques où agir : les capitales des pays agresseurs, c'est-à-dire les lieux de prise de décisions. Si les anti-guerre de Zagreb ont toujours été très isolés, ceux de Belgrade ont organisé ou participé à des manifestations de masses qui ont ébranlé le pouvoir, ou ont à tout le moins démontré que le consensus nécessaire à toute logique nationaliste pouvait avoir ses défaillances...

Agir pendant la guerre

Quand la guerre éclate, c'est déjà une défaite : personne n'a pu l'empêcher. Les possibilités d'actions deviennent extrêmement difficiles en zone de conflit, mais le travail peut continuer sur les régions périphériques, comme le font les groupes d'intervention non-violents comme le Balkan Peace Team ou les Peace Brigades International[3]. Il reste nécessaire aussi de renforcer les actions sur les capitales des pays agresseurs : peu de gens se rendent compte du rôle du mouvement pacifiste de masse israélien «Shalom Arshav» dans le processus qui a abouti aux premiers pas des accords d'Oslo entre Rabin et Arafat.

Agir après la guerre

Les traités de paix se signent entre les États, et les populations chauffées à blanc par les propagandes ne

1. Ignacio RAMONET, *Géopolitique du chaos, éditions La Galilée*, 1997.

2. Cette solution a eu ses partisans dans des milieux encore plus divers qu'on ne l'imagine : notre camarade bulgare Georges Balkanski la préconisait déjà en 1983 pour éviter la déflagration possible suite à la mort de Tito. Pas seulement dans une optique libertaire, mais aussi, s'il le fallait, dans une optique capitaliste, pour éviter le pire.
Cf. Le problème national et le fédéralisme libertaire, éditions notre route, groupe Varlin de la FA, 1983.

3. BPI (section française), 15 rue du Palais, 29000 Quimper. Voir encadré page 15.

comprennent pas toujours pourquoi il faudrait s'entendre du jour au lendemain avec l'ennemi d'hier. Parfois, l'arrêt des combats ne signifie qu'une pause avant la prochaine guerre ; si la paix n'est pas juste et globale, elle ne fait que préparer la prochaine boucherie : c'est bien le traité de Versailles qui préparait la Seconde Guerre mondiale, et la suite du traité de Dayton en Bosnie nous montre bien que tout n'est pas réglé. Pire, un certain nombre de gens ont tout intérêt à ce que rien ne soit réglé... C'est donc encore aux groupes de citoyens d'œuvrer pour la réconciliation, comme le font les pacifistes, les organisations de Droits de l'Homme et les groupes de femmes en Croatie en protégeant les Serbes restés sur place et en travaillant au retour de ceux qui ont fui, ainsi que dans la reconstruction de certaines zones.

Nécessités de la coordination

Tout ceci, on le voit, n'a rien de très nouveau, excepté l'action d'avant-guerre où l'initiative individuelle n'a guère été relayée (tentatives de rencontres entre étudiants serbes et albanais au début des années 1990). Si le cas yougoslave représente un laboratoire «idéal» pour étudier nos carences et nos erreurs, chaque guerre nous donne ce genre de possibilités : le Rwanda, la Tchétchénie, où le comité des mères de soldats a abattu un travail dantesque, Israël-Palestine, l'Irak... Ce qui a pesé très lourd, sinon dans l'éclatement, au moins dans le déroulement du conflit balkanique, c'est la gestion de l'action et de la coordination des groupes citoyens hors des pays en guerre. Déjà, hormis les groupes pacifistes et humanitaires, plus quelques groupes de femmes et d'étudiants ici ou là, personne ne s'est réellement investi ; ni les antifascistes, ni les antiracistes, à de rares exceptions près, n'ont compris à quel point ce qui se passait dans les Balkans rejoignait toutes nos problématiques, toutes nos craintes. Les plus actifs se sont investis pour une ou plusieurs actions à peu près isolées des autres initiatives, chacun chez soi, chacun pour soi. Le résultat de la solidarité internationale s'est soldé par une succession de gouttes d'eau là où des lances à incendie auraient été nécessaires. Le manque de coordination a bien sûr des causes multiples, bonnes ou mauvaises : manque de contacts, incompréhension des problématiques, rivalités entre associations, manque de vision d'ensemble, confiance aveugle dans les instances internationales dont on a eu pourtant le temps de voir le jeu cynique ou l'incapacité (ONU, UNESCO, etc.)... mais il augure mal des nécessaires actions futures.

L'arsenal pour saboter les guerres

Les centres documentaires ou d'observations géopolitiques indépendants existent déjà : le centre de documentation Défense et Paix du Comité de Coordination pour le Service Civil (CCSC) à Evry, le CIRPES à Lyon, le Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la sécurité (GRIP) à Bruxelles[4]... Ce dernier édite en partenariat avec les éditions Complexes d'intéressants dossiers sur les guerres en cours ou les dangers à venir comme les conflits verts ou les cyberconflits.

BPI la solidarité internationale en action

Formés en 1993 au Canada, les Brigades de Paix internationales se voulaient les héritiers de la Shanti Sena, Armée de la Paix créée par un disciple de Gandhi pour s'interposer lors des conflits hindous-musulmans en 1957.

En 1961, la World Peace Brigade est aussi active pendant une dizaine d'année en Zambie, en Indochine et à Chypre. Les BPI quant à elles interviennent au Guatémala, au Nicaragua dans les zones menacées par les contras, au Salvador, ainsi qu'au Sri-Lanka, en Colombie, en Haïti et tout récemment encore en Yougoslavie à travers le Balkan Peace Team ou au Chiapas, en tant qu'observateurs indépendants. Strictement non-violentes, les équipes des BPI sont elles-mêmes plurinationales et agissent comme tierce partie, même si c'est à l'appel d'une organisation locale (église, syndicat, groupe de défense des droits de l'homme...).

Leur impartialité, qui ne signifie pas neutralité ou indifférence, leur permet de jouer un rôle médiateur, modérateur et parfois négociateur entre deux parties en conflit. Les brigadistes assurent la protection rapprochée de personnes menacées ou de locaux. Ils assurent aussi des programmes de formation à la résolution de conflits par divers moyens.

En Haïti, l'UNESCO a reconnu leur savoir-faire et a envoyé leur personnel suivre ces formations. Si leur statut d'étrangers leur assure une certaine protection dont ils profitent pour tenir leur rôle, ils encourent néanmoins des risques : expulsion, arrestation, voire assassinat. Dans le cas d'une arrestation, concernant aussi les personnes à protéger, un réseau d'urgence international envoie dans les heures qui suivent une marée de lettres, e-mails ou télégrammes aux autorités locales. Efficace. Si une personnalité comme l'Indienne Rigoberta Menchu est toujours en vie, c'est probablement grâce à eux...

Malheureusement, on voit plus les officiels que les citoyens faire appel à leurs services. Dans les opérations de médiations et de réconciliation, les chantiers de jeunes volontaires internationaux ont réalisé en ex-Yougoslavie un travail extraordinaire par les reconstructions de villages en liaison avec les habitants de diverses communautés. On imagine mal Bouygues dans ce genre de problématiques. D'autres groupes, comme la Helsinki Citizen Assembly de Bosnie, utilise internet pour faire dialoguer des groupes de jeunes de toutes les factions : bilan décapant, mais positif ! D'autres encore, parfois les mêmes, avaient œuvré pendant la guerre à mettre en relation tous les groupes citoyens des divers pays, auparavant obligés de correspondre par courrier *via* l'Autriche ou la Suisse. Le réseau internet «Zamir» (pour la paix) est toujours actif... L'argent et le matériel pour aider les médias citoyens n'a jamais été bien gros. Ils ont néanmoins permis pendant toute la guerre l'existence de médias indépendants comme le quotidien *Oslobodjenie* à Sarajevo, *Radio B92* à Belgrade ou le *Feral Tribune* en Croatie. À une époque où le média est devenu une des

4. CCSC, 16 rue Jean Giono, 91000 Évry, tél : 01 64 97 83 46 ; GRIP, 33 rue Van Hoorde, B-1030 Bruxelles, Belgique.

principales armes de guerre, le soutien au développement de ces structures avant le début du conflit aurait pu ouvrir d'autres perspectives...

Les barrages à détruire et les ponts à construire

Faire confiance à nos gouvernements dans de tels cas relève de la naïveté ou de l'intérêt mal placé. Ils ont leurs propres intérêts qui, s'ils peuvent rejoindre les nôtres sur des points de détail, ne seront jamais ceux d'une praxis de la citoyenneté. Inutile donc, voire dangereux, d'accorder un quelconque crédit à un quelconque «machin» baptisé ONU ou Conseil de l'Europe, instances plus interétatiques qu'internationales. Tout aussi dangereux de faire appel à l'État pour aider des initiatives privées : ainsi le MAN, pourtant expert dans ces problèmes, soutient un projet de Service volontaire de Paix, partie prenante du service volontaire sauce Chirac censé remplacer le service militaire. On voit immédiatement les conséquences : contrôle financier, donc politique, et l'indépendance des actions ne sera rapidement qu'un souvenir. Le CCSC a pensé au même type de projet au niveau européen, intégrant le projet Cresson de volontariat européen ; les sources multiples de financement permettent dans ce cas une certaine indépendance. Mais des voix, dont celle de Michel Rocard et Daniel Cohn-Bendit, suivent un projet parallèle au même niveau, totalement institutionnalisé... La route est tortueuse... Elle éclaire par contre la situation des volontaires : ceux-ci sont soit jeunes et pas encore investis dans le marché du travail, soit leur travail leur permet une certaine liberté (année sabbatique), soit ils sont retraités, et en tout cas, disposent d'une certaine aisance financière. Leur nombre est donc limité, sinon par leurs motivations, en tout cas par leur bourse. La revendication du revenu garanti pour tous trouve donc là aussi une puissante justification.

Dans tous les cas, le pacifisme ne pourra avoir une certaine efficacité demain que si tous les groupes qui s'intéressent aux questions de sécurité globale entament dès aujourd'hui une réflexion de fond sur les théories et les pratiques à adopter, et qu'ils le fassent ensemble. Il semble difficile que les groupes radicaux, confrontés au «penser global», notamment sur les causes des migrations, puissent se tenir à l'écart de ce débat. ●

Quanah Parker

INTERVIEW AVEC ANDRÉE MICHEL

Pas de crise pour l'armement

Auteure entre autres de *Le Féminisme* (Que sais-je ?) et *Surarmements, pouvoirs et démocratie* (L'Harmattan), Andrée Michel, directrice honoraire au CNRS poursuit ses recherches sur le féminisme et l'armement. Le point avec elle sur les complexes militaro-industriels (CMI) ou l'aspect le plus sinistre du capitalisme.

REFLEXes : La France est-elle un pays plus militariste que d'autres ?

ANDRÉE MICHEL : Dans notre pays, le militaire fait partie de l'identité des citoyens. Quels sont les grands pays qui célèbrent leur fête nationale avec un défilé militaire comme le nôtre ? Des pays du Tiers-Monde, la Russie, mais dans les démocraties occidentales, la France bat tous les records. C'est un pays qui a toujours été en guerre. Rien que pour le XXe siècle : la guerre de 14-18, la guerre de 39-45, ensuite huit ans de guerre en Indochine, huit ans de guerre en Algérie. Dès que George Bush est parti en guerre contre l'Irak, on a participé. On recommence à utiliser la violence contre la Nouvelle-Calédonie. Après la chute de l'URSS, le département le plus occupé du Pentagone était le département à la recherche d'ennemis. Pour faire croire au peuple américain que sa sécurité est menacée, qu'il faut s'armer et continuer à produire des armes.

Où en est la production d'armement en France?

La politique militaire de la France a attendu plus de cinq ans après les États-Unis pour réduire les dépenses. Mais malgré les coupes dans le budget de fonctionnement, les dépenses sont de nouveau en hausse : pour 1999, elles s'élèvent à 195 milliards de francs, ce qui représente une augmentation de 6,2%, parmi lesquels 86 milliards pour l'équipement, dont 16 milliards seront consacrés à la dissuasion nucléaire. On va faire un laboratoire nucléaire vers Bordeaux, où seront effectués des essais nucléaires par simulation. Le lobby nucléaire n'a pas abdiqué.

Les CMI s'analysent-ils plus en termes économiques ou politiques ?

Pour faire toujours plus de profits, il faut que les fabriquants d'armes aient des représentants politiques pour voter les budgets de la Défense et avoir des commandes des États. L'analyse doit donc être à la fois politique et économique. Ces CMI sont composés d'hommes politiques, de militaires, d'industriels, de banquiers et de chercheurs qui mettent sur pied des armes de plus en

plus terrifiantes. Les banquiers peuvent prêter de l'argent aux acheteurs éventuels comme aux producteurs d'armements. Les firmes d'armements sont aussi amenées à faire appel aux banques, sachant qu'elles seront remboursées par l'État. Tout cela est étroitement imbriqué.

Est-ce simpliste de considérer que le Nord produit et le Sud achète ?

Les statistiques nous disent que la Russie, la France, l'Angleterre et les États-Unis produisent 87% de toutes les armes de la planète. Il reste 13% pour le Brésil, l'Égypte, l'Afrique du Sud et d'autres pays. L'Afrique est déchirée par d'innombrables conflits meurtriers parce qu'elle est le déversoir des armes des grandes puissances. C'est tout à fait rentable pour le pillage des ressources : les litiges frontaliers seront résolus par une guerre plutôt que par des négociations. Pendant ce temps, les richesses en pétrole, diamant, uranium, etc. sont exploitées par les compagnies occidentales ou japonaises.

Les pays du Tiers-Monde reçoivent donc gratuitement certaines armes ?

En partie. Il y a 60 milliards d'armes entreposées ici qui encombrent : il faut faire de la place en se débarassant des armes obsolètes. Un rapport de l'ONU sur les Grands Lacs montre que la situation y est très préoccupante : les armes affluent de partout, par mer, par chemin de fer, par avion. Et depuis peu, on voit qu'il suffit qu'un conflit s'arrête pour qu'un autre reparte dans cette région : après le Rwanda, le Congo-Kinshasa et maintenant le Congo-Brazzaville .

Avez-vous des difficultés pour trouver des informations concernant l'armement ?

La grande réussite des CMI aussi bien en France qu'aux États-Unis, c'est d'avoir produit des citoyens qui se désintéressent des problèmes de la défense, qui seraient du ressort de l'État et des CMI. Le citoyen s'est dessaisi de son droit à l'information, à poser des questions, à émettre des opinions et à les faire connaître. Le petit nombre de personnes qui, en France, s'intéresse quand même à la défense et peut présenter des alternatives n'a pas droit à la parole dans les grands médias. Les écrits du SIRPA (l'ancien Service Intérieur des Relations Publiques de l'Armée) disent clairement que les messages sur la défense pour convaincre le citoyen doivent être émis par la télévision.

Est-ce par manque d'information qu'en France, la mobilisation contre l'armement et pour la reconversion est faible ?

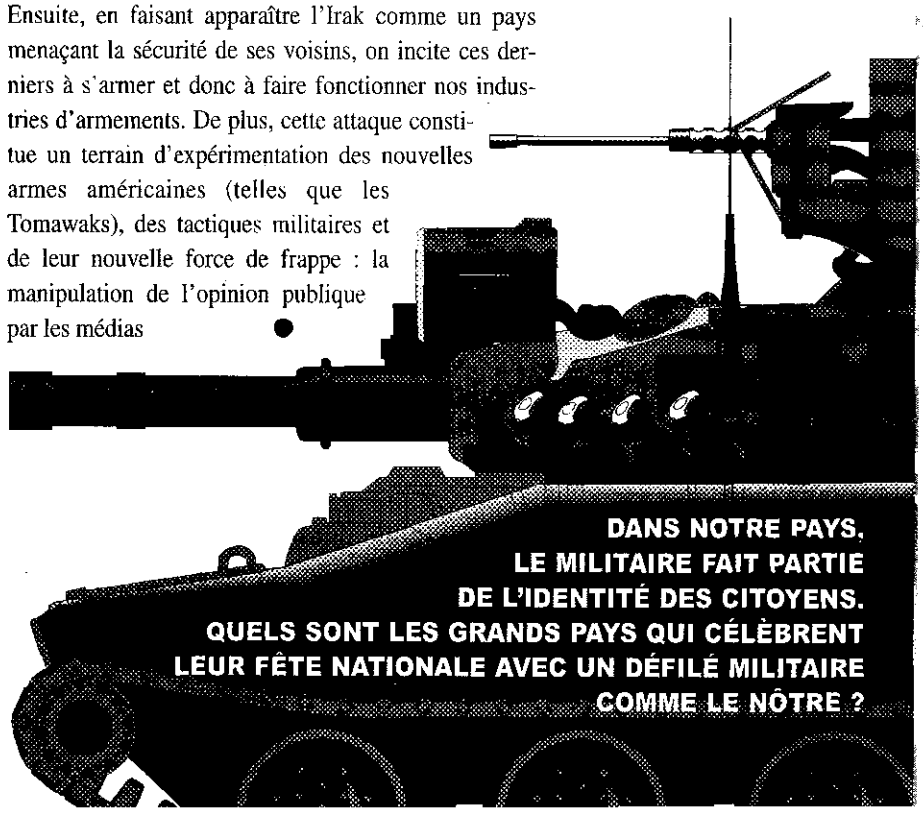
Les gens ont peur du chômage. Or cela fait plus de vingt ans que des recherches aboutissent à un même résultat (qui n'est pas rendu public) : avec la somme utilisée pour construire des armes, on peut employer deux à trois plus de personnes dans la santé et l'éducation. Aux États-Unis, beaucoup de travailleurs votent pour des candidats hostiles à la reconversion parce qu'ils veulent continuer leur activité. Chez nous, des gens qui sont contre la production militaire, parmi lesquels des syndicalistes, ont un raisonnement tout à fait curieux : ils veulent la reconversion mais ne pas perdre leur savoir-faire. Donc il n'y a pas que les banquiers, les Dassault et compagnie... tout le corps social est aussi responsable : à la base, il y a le refus des citoyen(ne)s d'aborder ce problème.

La nouvelle offensive américaine en décembre dernier contre l'Irak est-elle le signe d'un statu quo ?

Non, d'une aggravation de la barbarie. Car après avoir réduit le peuple irakien à la famine et au manque de soins, on veut l'achever pour des raisons qui ne sont pas les raisons officielles.

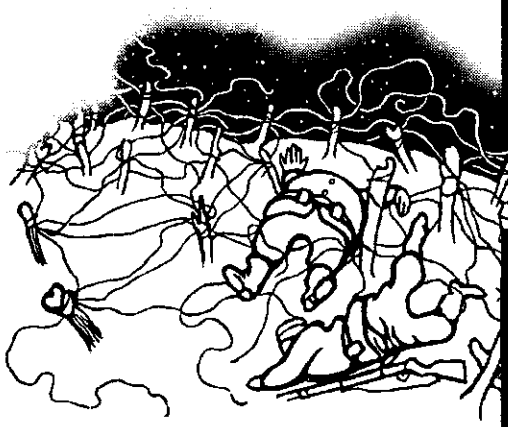
Quelles sont pour vous les raisons réelles ?

Elles sont multiples. D'abord, retarder les procédures de l'*impeachment* américain. Montrer qu'un chef d'État ne peut tenir tête aux États-Unis sans devoir s'incliner et qu'il n'y a qu'un leadership mondial. Le rapport de l'Unscom est un coup monté pour justifier la culpabilité de Saddam Hussein. D'autre part empêcher le prix du pétrole de diminuer : une levée de l'embargo ferait chuter davantage un prix déjà au plus bas actuellement. Le Moyen-Orient étant le premier marché de l'armement, une chute de prix du pétrole signifierait une baisse du pouvoir d'achat des pays acheteurs. Ensuite, en faisant apparaître l'Irak comme un pays menaçant la sécurité de ses voisins, on incite ces derniers à s'armer et donc à faire fonctionner nos industries d'armements. De plus, cette attaque constitue un terrain d'expérimentation des nouvelles armes américaines (telles que les Tomawaks), des tactiques militaires et de leur nouvelle force de frappe : la manipulation de l'opinion publique par les médias ●



DANS NOTRE PAYS, LE MILITAIRE FAIT PARTIE DE L'IDENTITÉ DES CITOYENS. QUELS SONT LES GRANDS PAYS QUI CÉLÈBRENT LEUR FÊTE NATIONALE AVEC UN DÉFILÉ MILITAIRE COMME LE NÔTRE ?

LE DRAME attendu du KOSOVO



Il est coutume de dire que la guerre en Yougoslavie a commencé au Kosovo et qu'elle s'achèvera au Kosovo, ou en Cossovie si l'on accepte la traduction française. Il semble donc étonnant que rien n'ait été fait en près de dix ans pour empêcher les affrontements actuels, prévus depuis longtemps. Intérêts locaux, aveuglement international, stratégies à courte vue, divisions européennes, incompréhension de la personnalité de Slobodan Milosevic... Tout cela a joué, et continuera à avoir des conséquences sur l'avenir des Balkans... Et de l'Europe.

La Cossovie est une région située au Sud de la Serbie, frontalière avec l'Albanie, la Macédoine et le Monténégro. Ce dernier fait toujours partie de ce qui reste de la fédération yougoslave, ce qui a son importance.

Deux millions d'habitants se partagent le territoire : 90% d'Albanais, environ 10% de Serbes, plus une petite communauté rom (tsigane) et d'autres nationalités de moindre importance.

Les Serbes n'ont jamais accepté la prépondérance numérique albanaise dans une région qu'ils considèrent comme étant le berceau de leur nation. Les Albanais, ou Kosovars, ne sont pas des Slaves, mais leur présence historique est réelle depuis au moins aussi longtemps que celle des Serbes.

Le principal problème de la Yougoslavie, mais que l'on pourrait calquer sur la plupart de l'Europe ex-«communiste», vient du fait qu'il s'agit de zones qui n'ont jamais, ou très peu, connu la démocratie, comprise comme existence d'une communauté d'individus citoyens. On y a toujours pensé en tant que groupe ; familles, clans, tribus pendant la royauté, communisme sous le titisme, et, après l'effondrement de cette idéologie, rien n'a été plus facile pour certains leaders accrochés à leurs prérogatives que d'offrir une idéologie totalisante de rechange : le nationalisme. Quant à la nécessaire manipulation de l'histoire qui explique combien les peuples doivent se haïr et ne plus vivre ensemble, ce n'est qu'un jeu pour ces maîtres en matière de mensonge.

En 1987, le nouveau leader serbe Slobodan Milosevic s'empare de la question kosovar pour asseoir son pouvoir. Quand deux ans plus tard, il supprime pour la région le statut d'autonomie accordé par Tito en 1974, il rallie tout le peuple serbe déjà amplement travaillé par des médias toujours aux ordres. Les Albanais se voient éjectés de tout poste de responsabilité politique, économique, sociale et culturelle. Toute résistance se solde par le renvoi, l'arrestation, la matraque, voire la torture et la mort. L'apartheid...

La résistance non-violente des Kosovars

Conscients du rapport de force militaire, les leaders albanais, sous la direction du professeur Ibrahim Rugova, initient une des plus fantastiques expériences jamais tentées depuis Gandhi : la désobéissance civile et l'action non-violente par la construction d'une société parallèle. Alors que la guerre fait rage en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, les Kosovars recréent un système éducatif semi-clandestin en langue albanaise, des centres de santé autonomes, une économie locale, le tout financé par l'importante diaspora albanaise. Ils arrivent même à arrêter le cycle infernal des «vendettas» familiales qui ravageaient les campagnes, par des cérémonies de «pardons publics» rassemblant plusieurs dizaines de milliers de personnes. Un gouvernement et un parlement, élus mais non reconnus, gèrent politiquement la lutte. Intimidations, arrestations, tortures et assassinats perpétrés par la police ou les paramilitaires serbes n'ont jamais cessé, mais jusqu'aux premiers massacres en Drenica, aucune prise n'avait été donnée à des faits de guerre.

La faute à Dayton

Ibrahim Rugova a fait tout son possible pour imposer la question du Kosovo dans les accords de Dayton en 1995. Or, non seulement le problème n'a pas été abordé, mais la «résolution» du conflit bosniaque a entériné la problématique «ethniciste», aux dépens de choix plus éloignés de l'origine du conflit. Pire, ces accords ont été signés par les mêmes dirigeants qui ont déclenché la guerre et ont, chacun dans leur pays, entériné le

«nettoyage ethnique». C'était un blanc-seing laissé à tous les nationalistes guerriers pour le futur, et d'abord à Milosevic pour une question qui, selon la diplomatie internationale, relève du «problème interne au pays».

Or les «problèmes internes» se sont multipliés. Si le «boucher des Balkans» est reconnu comme interlocuteur dans les instances internationales, sa situation s'est dégradée en Serbie : les réfugiés de Krajina pèsent en terme financiers et politiques, les élections des deux dernières années ont montré que l'opposition, tant démocratique que fascisante, relevait la tête (il n'a plus de majorité stable au Parlement), les conflits sociaux réapparaissent avec des grèves très dures dans tout le pays et le Monténégro, éternel allié, est passé à l'opposition «démocrate»...

D'autre part, fait oublié par tous les observateurs, il existe une opinion serbe autonome au Kosovo, qui craint depuis plusieurs années d'être la laissée pour compte des éventuels accords internationaux ou locaux. Extrêmement fragilisée, cette minorité dans la minorité est sensible aux discours ultra d'un Vojislav Seselj ou d'un «seigneur de la guerre» comme Arkan[1], déjà élu député du Kosovo. Or, si pendant plusieurs années, Milosevic s'est servi de ces radicaux comme de marionnettes, Seselj a pris son autonomie en menaçant électoralement le pouvoir de Belgrade, comme l'ont montré les dernières élections. La situation est mûre pour un processus type «OAS-Algérie française».

La guerre pour garder le pouvoir

Il était donc vital pour un homme attaché à son pouvoir comme l'est Milosevic de refaire l'unité nationale autour de sa personne. Le Kosovo a été le symbole de son ascension, il peut devenir le garant de sa pérennité. Même les partis «démocrates» n'ont jamais su sortir d'un certain discours nationaliste, à l'exception notable de l'Alliance civique de Vesna Pesic, et la question kosovar reste le poil à gratter de la quasi-totalité de l'opinion serbe.

Sa tentative de «recoloniser» le Kosovo avec les réfugiés de Krajina et de Slavonie s'est soldée par un échec cuisant. Sur les quelques 100 000 colons promis pour la région, seuls quelques milliers ont accepté l'implantation : sortant déjà d'une guerre, la plupart n'ont aucune envie d'être les détonateurs et les premières victimes d'un autre conflit.

Ce sont les Albanais eux-mêmes qui lui ont offert sa chance. Après Dayton, Rugova et sa Ligue Démocratique du Kosovo (LDK) se sont trouvés confrontés à une opposition que rend impatiente le peu de résultats de la stratégie non-violente. Adem Demaci, le «Mandela albanais» (28 ans de prison !) et chef du Parti parlementaire, prône le retour aux manifestations. L'Armée de Libération du Kosovo (UCK) marque sa naissance en février 1996 par des attentats à la grenade et au fusil-mitrailleur et est devenue, pour le meilleur ou pour le pire, l'aile militaire du camp albanais ; même Rugova ne peut l'ignorer ou s'en démarquer politiquement. En face, les «tigres» paramilitaires d'Arkan, tristement célèbres pour leurs outrances en Bosnie, défilent en armes dans les villes du Kosovo tandis que des snipers commencent à abattre quelques Albanais dans les rues de Prishtina. Depuis des années, la contrebande d'armes en provenance de Macédoine ou d'Albanie alimente les ultras kosovars. Le slogan «Kosova Republik !», rappelant le statut d'autonomie, est très vite remplacé par la revendication d'indépendance. La poudrière est fin prête. Paradoxalement, ce sont les Américains qui fournissent l'allumette à Milosevic.

Les fascistes de Seselj au gouvernement

Il est courant de parler de la dangereuse naïveté américaine en terme de politique étrangère depuis le livre de Graham Greene *Un Américain bien tranquille*. Elle n'a jamais cessé. Dayton et sa logique ethniciste en furent un exemple de plus. La venue de l'envoyé Robert Gelbart à Belgrade le 23 février 1998 en est un exemple supplémentaire. Rencontrant Milosevic pour le féliciter de ses efforts pour stabiliser la situation en Bosnie, il croit l'amadouer en admettant que la revendication indépendantiste kosovar est «un objectif irréaliste» et qualifie l'UCK de «terroriste».

C'était la justification internationale attendue pour lancer la répression : une semaine plus tard commençait l'offensive sur la région de Drenica. Bombardements, morts, des milliers de réfugiés en route vers l'Albanie voisine... La guerre évitée depuis neuf ans a rattrapé la région. La «purification ethnique» est de nouveau à l'ordre du jour.

Dans le jeu diplomatique international, Milosevic a largement profité de ces dernières années pour étudier ses partenaires et savoir jusqu'où il peut aller : son opération militaire est majoritairement effectuée par la police (ce qui justifie la vision du «problème intérieur à la Serbie») et des groupes de «bons citoyens» paramilitaires. Soulignons au passage que cette militarisation de la police était au départ destinée à couvrir Milosevic en cas de problèmes politiques trop importants comme les grandes manifestations de Belgrade[2] : l'armée n'est pas sûre. La campagne en cours évite les gros massacres trop voyants au profit de petites opérations de terreur ciblées sur les villages et déclenchant des flux de réfugiés vers l'Albanie ; le retour sera évidemment impossible. Il s'agit d'une «épuration ethnique» propre en quelque sorte. Les nationalistes serbes n'ont pas oublié que les images médiatisées de leurs massacres en Bosnie ont été l'un des détonateurs de l'intervention de l'OTAN.

Il existe de toute façon peu de risques que les rodomontades occidentales aillent plus loin que les déclarations d'intention. Il est clair pour chacun que les divisions d'intérêts ne jouent pas en faveur d'un front uni :

1. Arkan a été inculpé pour crimes contre l'humanité par le tribunal international de La Haye et était auparavant recherché par Interpol pour divers crimes non politiques commis dans toute l'Europe.

2. Des dizaines de milliers de manifestants ont défilé au début de l'année 1997 pour s'opposer à Milosevic qui refusait d'accepter les résultats des élections municipales où l'opposition avait remporté la victoire à Belgrade et dans plusieurs villes importantes de Serbie.

les Américains, vexés par leur erreur, souhaitent une réponse ferme sans savoir jusqu'où aller, les Européens, et le gouvernement français le premier, préféreraient user de la carotte que du bâton, et répètent à l'envi l'erreur de Gelbart. Quant aux Russes, malgré leur ralliement tardif aux sanctions, ils ont toujours soutenu le maître de Belgrade au nom de la fraternité géopolitique bien placée et de leurs intérêts propres dans la région.

En admettant que l'OTAN intervienne militairement, qu'adviendra-t-il ensuite ? Pour un homme de pouvoir comme Milosevic, il y a une possibilité de profiter quand même d'une telle occasion : perdre face à une coalition des plus grandes puissance du monde, ça vous a quand même un autre cachet que de se faire black-bouler par les petites troupes slovènes, et ce ne sera pas la première fois que le «boucher des Balkans» en profite pour faire l'unité nationale autour de lui. Ne vient-il pas de faire rentrer quinze membres du parti de Seselj au gouvernement ?

Milosevic s'arrêtera-t-il ? Ou plus exactement, sera-t-il capable de contrôler le processus en cours ? Car contrairement à la Bosnie où la guerre se déroulait en terrain fermé, le Kosovo peut faire exploser tous les Balkans.

La théorie des dominos

Depuis la fin des années 1980, de nombreux Kosovars se sont réfugiés en Albanie ou en Macédoine. Le régime de Tirana n'a jamais voulu, pour diverses raisons ou le politique le dispute au passionnel, soutenir ouvertement ses frères du Kosovo. Les événements les forcent à un durcissement de leur politique, et l'on sait maintenant qu'il existe des camps d'entraînement de l'UCK en Albanie. Toutefois, il est peu probable que l'Albanie soit capable de soutenir militairement les Kosovars, mais la frontière est d'ores et déjà devenue une zone de conflit. Le Monténégro, pépinière ethnique, ne manquera pas d'être atteint à son tour, et son récent revirement anti-belgradois risque d'avoir des retentissements tant en Serbie que dans la Bosnie voisine.

Plus préoccupant est le cas de la Macédoine. Issu de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie, très pluri-ethnique, ce petit pays a échappé à la guerre grâce à la personnalité et à la politique de compromis du président Kiro Gligorov, «le sage des Balkans». Mais le pays est peuplé d'une forte minorité d'Albanais, entre 20 et 40%, concentrés sur l'ouest et donc aux frontières du Kosovo et de l'Albanie. Depuis plusieurs années, ils font pression sur le gouvernement pour réclamer plus d'autonomie, et ils sont très liés à leurs frères du Kosovo. Une guerre totale au Kosovo ne manquerait pas de rompre le fragile équilibre macédonien, avec d'énormes risques de rejaillir sur la Bulgarie et la Grèce, et par voie de conséquence sur la Turquie, alliée traditionnelle des Albanais et en cours de contentieux avec la Grèce, elle-même liée à la Serbie. La théorie des dominos... Et la diplomatie internationale n'a d'évidence, comme on peut le voir actuellement, tiré que peu de leçons de la guerre en Bosnie. On la voit mal alors empêcher un embrasement des Balkans.

Le dernier ultimatum de l'OTAN fera-t-il plus d'effet qu'un crachat dans un torrent ? L'avenir le dira. Mais si Milosevic annonce un recul de ses troupes, nul ne peut dire s'il ne recule pas pour mieux sauter. L'Union européenne qui nous promettait tant la paix, la liberté et la prospérité a encore une fois démontré sa tartufferie. Mais elle n'est pas la seule à devoir essuyer les flots des critiques...

Que faire de l'UCK ?

Il semble que les cadres politiques de l'UCK, comme sa logistique, soient formés par le Mouvement populaire pour le Kosovo, un mouvement ultra-nationaliste lui-même issu d'une fusion de quatre groupes kosovars marxistes-léninistes en 1985. Beaucoup à l'UCK vantent une Grande Albanie, qui, outre l'Albanie et le Kosovo, comprend le tiers méridional du Monténégro, la moitié occidentale de la Macédoine, et une partie des provinces grecques de la Macédoine et de l'Épire. L'UCK a déjà frappé en Macédoine à coup de bombes des «collaborateurs» du pouvoir de Skopje. Ce n'est pas un hasard si ce pays est le seul attaqué pour l'instant : il constitue, selon l'analyse de Christophe Chiclet dans le *Monde diplomatique* de janvier, le «ventre» mou de la question albanaise et représente donc une cible fragile.

Il semble toutefois que des rivalités politiques existent au sein de l'UCK. Il suffit pour s'en convaincre d'analyser les déclarations divergentes des différents porte-paroles de l'organisation à Prishtina, dans la Drenica, à Londres ou à Genève. Certains sont issus de ces groupes ultras, d'autres viennent de la LDK de Rugova, d'autres de l'immigration...

Enfin, si l'UCK s'est imposé comme le moyen le plus efficace de contrer l'impérialisme pan-serbe, Rugova reste une référence pour une majorité de la population, qui ne rejette pas forcément l'un pour jouer sur l'autre, sans compter d'autres forces moins importantes mais bien présentes et les médias indépendants *Koha ditore* de Veton Surroi et *Zöri* de Blerim Shala. Ces dernières ne sont pas sans avoir une certaine influence sur la population.

Que les foules kosovars acclament l'UCK ne veut donc pas forcément dire qu'elles approuvent les visions ultra-nationalistes de certains de ses dirigeants, mais plutôt qu'elles soutiennent une option qui a prouvé son efficacité, sinon militaire, du moins médiatique et

«diplomatique». À cet égard, les négociations de Rambouillet s'annoncent serrées. Car il ne s'agit pas seulement de la fin du conflit armé, mais de l'avenir de la région. Nul doute que les participants serbes vont jouer l'hétérogénéité de la représentation kosovar. Celle-ci arrivera-t-elle à faire taire ses dissensions internes contre l'ennemi commun ?

Abandonnée par tous, la population kosovar risque à son tour de céder aux sirènes de ses extrémistes, tant il est vrai qu'en situation de crise, ce sont les radicaux qui ont raison, même s'ils ont tort.

Et nous, et nous, et nous...

Si des groupes de la société civile (pacifistes, étudiants, syndicats, associatifs, humanitaires, femmes...) s'étaient fortement impliqués lors du conflit bosniaque, force est de constater que les milieux radicaux et autres révolutionnaires autoproclamés n'ont, à de rares exceptions près, pas bougé le petit doigt. La raison essentielle en était qu'il s'agissait d'un conflit «entre nationalistes» qui ne concernait pas la très hégelienne marche de l'histoire, ni la lutte des classes. Nous avions déjà parlé dans *REFLEXes* (n°42, avril 1994) de la situation d'avant-guerre au Kosovo et des positions politiques qu'il nous semblait nécessaire de réaffirmer en soutien au peuple bosniaque :

• Le combat anti-guerre contre les logiques bellicistes des dirigeants de Belgrade et de Zagreb, et ce par la solidarité avec les déserteurs et les groupes citoyens de toute l'ex-Yougoslavie ;

• L'antiracisme et l'antifascisme contre les stratégies de «purification ethnique», les logiques nationalistes ethnistes et pour une réaffirmation de l'interculturalisme ;

• L'internationalisme pour se rappeler qu'humainement, socialement ou géopolitiquement, il n'existe pas d'exception dans le village global, et si nos valeurs fondamentales, qui n'ont pas besoin d'être confondues à une période révolutionnaire, sont attaquées dans un autre point du monde, notre responsabilité de citoyens et de militants reste en cause. Les fachos, qui soutiennent en grande partie Milosevic, savent où est leur intérêt : rappelons que Seselj est devenu le grand ami en France d'un certain Jean-Marie Le Pen ;

• Le fédéralisme comme solution alternative à la partition ethnique sur son mode classique, et comme possibilité de réconciliation et de travail commun sur son mode libertaire. Le fédéralisme doit être d'abord une volonté citoyenne avant d'être une volonté étatique. Moins on y travaille, plus éloignée sera la possibilité d'une paix juste et globale pour la région.

Tous ces différents points n'ont pas eu besoin d'évoluer d'un iota pour le conflit du Kosovo. Ils restent les nôtres. L'ennemi reste le même. *No pasaran !* ●

Quanah Parker, 15 février 1999

DERNIÈRE MINUTE

Les articles de ce numéro de *REFLEXes* ont été écrits il y a quelques mois. En tout cas avant les premières frappes de l'OTAN. Avions-nous raison avant les autres ? Étions-nous prophètes en notre pays ?

Non. Contrairement à ceux qui braillent sur les pavés en réclamant avec les fascistes franco-serbes la fin des frappes de l'OTAN, nous savions simplement que la vraie guerre avait commencé bien longtemps avant. Si elle a frappé le Kosovo plus violemment depuis février 1998, c'est aussi là qu'elle a commencé en 1989, quand Milosevic a supprimé tous les droits des Albanais. Depuis, il y a eu la Slovénie, la Croatie, la Bosnie... Et ceux qui braillent aujourd'hui sur les pavés n'étaient pas là...

Certes, nous ne sommes pas de ceux qui croient que le but de l'OTAN est de libérer le Kosovo. S'il le fait, nous savons que ce sera sur le dos des Albanais. Comme pour l'Irak, cette attaque ne vise pas à se débarrasser de Milosevic, mais à l'affaiblir politiquement et diplomatiquement. Et d'abord, comme pour Saddam Hussein, le remplacer par qui ? Cette attaque est le constat d'une défaite générale face à un tyranneau fascisant dont le but ultime est de rester au pouvoir.

Défaite diplomatique des Américains, qui se sont fait manipuler de bout en bout par un petit chef bien décidé à ne jamais respecter sa signature, la dernière étant celle de Rambouillet.

Défaite des gouvernements européens, toujours incapables de penser une défense commune pourtant supposée être l'un des piliers de Maastricht, et se rangeant sagement sous la botte américaine. Les vieux réflexes ou un masque qui tombe de la nouvelle Europe...

Défaite des groupes de la société civile européenne, soit inactifs devant un massacre annoncé, soit incapable de coordonner leurs actions pour soutenir «le troisième camp», les pacifistes démocrates de la région, aujourd'hui entre bombes et répression.

En ce moment, le Monténégro est menacé d'un putsch, la Macédoine est déjà déstabilisée, la Grèce et la Turquie risquent d'entrer dans la danse, faisant éclater l'OTAN. La Russie et la Bélarus ne manqueront pas d'intervenir sous peu, ne serait-ce qu'avec l'envoi de milliers de «volontaires», pris d'abord dans les partis fascistes qui tiennent le haut du pavé à Moscou. La guerre européenne a commencé.

Faibles maillons de la résistance antifasciste, il est un peu tard pour nous pour arrêter un processus qui nous dépasse largement. Il faut donc nous tourner vers les choix prioritaires :

Ici en France, comme là-bas au Kosovo, se mettre du côté de l'opprimé. Il a un nom : le Kosovar, l'Albanais, et non le partisan de Milosevic.

Ici, la seule logique que nous pouvons combattre est celle de l'Europe forteresse. Que la France assume ses choix : elle soutient la guerre, elle doit ouvrir ses frontières aux réfugiés de l'un et l'autre camp, notamment aux déserteurs serbes.

Partout, et d'abord en Russie, soutenir les démocrates antifascistes, seuls grains de sable susceptibles de freiner la marche au désastre.

Quant à l'OTAN, ce sont ses propres choix qui risquent d'entraîner sa faillite... Mais nous en portons la responsabilité collective, les braillards comme les autres, et nous ne devrons pas l'oublier quand viendront les conséquences.

L'Europe, blessée à Sarajevo, meurt au Kosovo. Qu'elle repose en guerre.

Quanah Parker

à contacter

Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN), participant au Balkan Peace Team
21ter, rue Voltaire 75011 Paris
tél : 01 43 79 79 85

• Assemblée européenne des citoyens, section française de Helsinki Citizen's Assembly, également présents dans la région.
21ter, rue Voltaire 75011 Paris
tél : 01 43 79 09 23

• Comité Kosovo
212 rue Saint Martin 75003 Paris

à lire

• René BERTHIER, *Ex-Yougoslavie, ordre mondial et fascisme local*, éditions du Monde libertaire-Acratie-REFLEX.

Les rescapés de Srebrenica naufragés d'une guerre

Textes :
© Annabel Grosjean

Photos :
© Aude Cerato
© Frédéric Stépanoff

À l'aube du troisième millénaire et trois ans après la signature des accords de Dayton ayant mis un terme aux hostilités en Bosnie-Herzégovine, des centaines de milliers de personnes, administrativement connues sous l'étiquette de «déplacés», connaissent encore les affres de la guerre : conditions d'extrême précarité dans le rejet ou l'indifférence, rien ne leur est épargné…

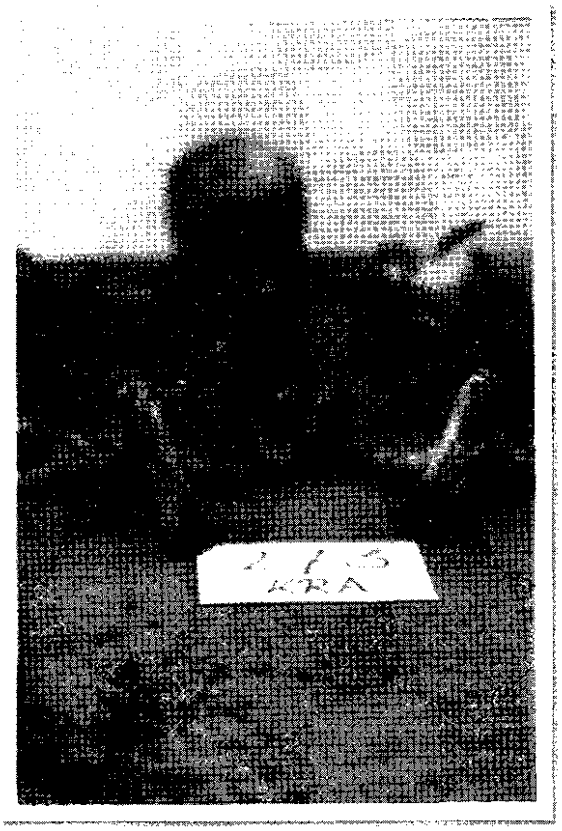
Très rapidement, l'urgence humanitaire fait place à la reconstruction, paralysant les convois de biens de première nécessité. Des centaines de projets sont élaborés dans les moindres détails par les ONG (Organisations Non-Gouvernementales) avec l'appui de bailleurs de fonds internationaux (ONU, Union européenne, Banque mondiale…) : réhabilitation de maisons privées, d'écoles et de dispensaires. Cependant, les «déplacés» ne figurent pas sur les listes des bénéficiaires.

Environ 140 000 d'entre eux, rescapés des massacres perpétrés en Bosnie orientale, s'entassent dans des camps. On en dénombre 45 dans la campagne (dans un périmètre d'une centaine de kilomètres autour de Tuzla) ; sans transports en commun, l'isolement est d'autant plus remarquable. Construits sur d'anciennes décharges ou dans des sites d'extraction de charbon, l'environnement est insalubre. Maisons surpeuplées, baraquements de fortune, les ghettos des oubliés de Srebrenica s'appellent Mihatovici, Lipinica, Gra Potok… ou encore Siski Brod ; il serait trop long de tous les nommer.

Des pièces de 20 à 25 m² accueillent jusqu'à quinze personnes ; l'espace vital est réduit à son minimum et l'intimité est désormais un mot banni du langage. Seul confort, un point d'eau à quelques centaines de mètres

Camp de Mihatovici. Femmes et enfants se ravitaillent tour à tour au seul point d'eau du camp.

Camp de Lipnica



Identification des corps à l'hôpital de Tuzla

des habitations et quelques heures d'électricité par jour. Le ravitaillement est quasi inexistant. Tout au plus quelques kilos de farine, un ou deux litres d'huile et du pain humanitaire sont irrégulièrement distribués. La survie demeure en ces quelques acres de terrains cultivés où poussent des choux et du maïs et où sont élevées quelques volailles.

La plupart des enfants sont malgré tout scolarisés. Certains doivent parcourir une distance de 28 km à pied pour se rendre à l'école. D'autres, plus chanceux, ont pu bénéficier d'une inscription dans une école de proximité. Mais les fournitures scolaires font défaut et ils auront tout au plus un cahier et un crayon pour leur rentrée scolaire. Toutefois, ils en reviennent progressivement à leur jeux d'enfants et restent le seul rayon de soleil qui illumine les camps.

Sans travail, sans ressources, sans biens, les journées sont bien longues, trop longues pour les adultes qui doivent faire face à de multiples problèmes quotidiens qui accentuent leurs souffrances personnelles. Ils se racontent et ressassent, jour après jour, leur vécu, leurs ressentiments, dans la crainte que le temps n'estompe leur histoire. À la fois amers et fiers, ils retiennent leurs larmes.

En majorité femmes, enfants et vieillards, les naufragés de la guerre restent reclus dans leurs camps. Ils attendent. Dans leurs angoisses et leurs souffrances, ils attendent des nouvelles de leurs proches portés disparus depuis ces effroyables journées de juillet 1995 qui restent à jamais gravées dans leur mémoire. Ils attendent le jour où ils pourront enfin rentrer chez eux. Et pourtant, ils ont choisi de lutter pour la vie, leur vie et l'avenir de leurs enfants, la main tendue dans l'espoir que la vérité éclate au grand jour comme l'exprime l'Union des Citoyens – Femmes de Srebrenica dans sa *Lettre ouverte* du 11 mai 1998 : «Nous sommes les mamans qui cherchent leurs enfants, leurs maris, leurs pères, leurs frères et leurs amis, et nous en avons le droit, et ce droit personne ne pourra ne nous l'enlever !!!»

La découverte de charniers, témoignages irrécusables des massacres perpétrés, ravive plus que jamais le douloureux souvenir de la guerre. Mais qu'en est-il de ces milliers d'ossements dont l'unique sépulture n'est encore qu'un vulgaire sac balisé d'un numéro d'ordre. Le Commemorial Center et le centre d'identification de la région de Tuzla mettent tout en œuvre pour identifier ces milliers de dépouilles. Mais leurs ressources financières et techniques restent trop restreintes pour mener à bien leur mission.

Mihatovici, Lipinica, Grab Potok… et Siski Brod devront-ils rester tristement célèbres dans l'héritage historique des générations à venir ?

Annabel Grosjean

Repères

4 avril 1992

Début de la guerre en Bosnie-Herzégovine.

17 avril 1993

Srebrenica est déclarée «zone de sécurité» par l'ONU (résolution 819 du Conseil de Sécurité).

18 avril 1993

Des unités canadiennes de la FORPRONU s'installent à Srebrenica et dans ses environs.

11 juillet 1995

Chute de Srebrenica, évacuation d'une partie de la population civile : des femmes, des enfants et des vieillards sont acheminés en bus vers Tuzla.

12 juillet 1995

15 000 personnes fuient l'enclave : une longue marche vers la liberté, la Colonne, laissera plus de 10 000 cadavres dans les forêts et sur les routes.

17 juillet 1995

Les premiers survivants de la Colonne atteignent Tuzla.

21 juillet 1995

Les Casques bleus quittent Srebrenica et l'abandonnent aux mains des troupes du général Mladic, bras droit de Karadzic.

14 décembre 1995

Signature des accords de Dayton entérinant une partition ethnique de la Bosnie-Herzégovine ; Srebrenica reste en territoire de Republika Srpska (République serbe).

1998-1999

Les survivants réclament toujours la vérité…

RATP la meilleure façon de réprimer

Les politiques sécuritaires se développent à tous les niveaux de la société, et tout particulièrement chez des transporteurs qui, confrontés à une insécurité réelle ou supposée de leurs voyageurs et de leurs agents, mettent en place des dispositifs coûteux, inutiles et liberticides. Le cas de la RATP est emblématique. Une plongée dans son dispositif de sécurité et dans la manière dont il s'est construit au cours des ces dernières années permet de comprendre comment la société apporte des réponses simplistes et dangereuses à des questions complexes et profondes.

Avant de rédiger son plan d'entreprise pour les années 1998-2001, la RATP a organisé une grande consultation publique[1], dont les résultats font apparaître une préoccupation prioritaire pour les questions de sécurité.

Pourtant, les réponses sont paradoxales. 67% des voyageurs affirment qu'ils se sentent en sécurité dans les transports publics (6% ne pas être du tout en sécurité et 26% pas vraiment). Pourtant, lorsque la RATP demande à ces mêmes personnes : «Que devons nous améliorer en priorité ?», 54% répondent la sécurité contre les agressions. À la question «Sur quoi la RATP doit-elle agir en priorité dans les années à venir ?», 66% des voyageurs souhaitent que ce soit sur la sécurité (49% sur le renforcement du personnel au service des voyageurs). La majorité des voyageurs estiment être en sécurité tout en réclamant toujours plus de sécurité ! Éric Macé, un sociologue spécialiste des problèmes de violences urbaines, définit l'insécurité[2] comme «à la fois un manque de sécurité et une crainte du manque de sécurité». Les contradictions des réponses s'expliquent par cette ambivalence entre une situation tangible et une projection alimentée par des discours alarmistes et sécuritaires.

Même si la RATP possède des données qui infirment ce sentiment d'insécurité, sa mutation commerciale entreprise depuis une dizaine d'années l'oblige à satisfaire ce qu'elle nomme désormais «sa clientèle». En conséquence, elle se doit d'améliorer le rendement de sa production, car, comme le souligne Éric Macé : «La question de l'insécurité s'impose comme une composante à part entière de sa production et comme un enjeu majeur pour la réussite de sa mutation».

Cette «modernisation» et cette préparation à «son entrée dans le IIIème millénaire» donnent au réseau RATP un visage parfois effrayant. Comment en est-on arrivé là ? Pour répondre à cette question, il faut se pencher sur l'apparition et le développement des moyens humains et des outils perfectionnés entièrement dévolus au contrôle et à la sécurité.

Histoire de la SuGe

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le métro parisien se dote d'une brigade spéciale appelée Surveillance Générale (SuGe). Les agents exercent en civil. Leur rôle consiste à surveiller les autres agents.

À partir du milieu des années 1980, des missions particulières leur incombent, comme le ramassage et l'expulsion des sans-abri, la surveillance des vendeurs à la sauvette ou des musiciens qui exercent leurs talents dans ce que la RATP estime être son territoire. Alors que la misère se développe, l'idée d'un métro «propre», vide de tous les indésirables apparaît. En dehors de ces missions de «nettoyage», la SuGe verbalise les infractions à la police des chemins de fer et réprime les actes délictueux. À partir de 1990, les membres de la SuGe portent un uniforme, ce qui modifie leur fonction. Ils n'ont plus qu'un rôle d'intervenant dissuasif et de présence pour rassurer le public.

Parallèlement à ces évolutions de la SuGe se crée le Service de Protection et de la Sécurité du Métro (SPSM) dans les années 1970. Il s'agit d'une formation centralisée dépendante de la préfecture de police de Paris et qui remplit le rôle de la police dans le métro et le RER (dans Paris *intra muros* tout d'abord).

1988-1989 : la dérive

Fort déjà de 300 hommes, le 24 février 1989, le SPSM voit ses effectifs monter jusqu'à 410. Une partie des interpellations qu'il fait a débouché sur des mises à disposition de la police judiciaire. Jusque-là, ce «relais judiciaire» s'effectuait dans les commissariats du quartier dont dépendait la station. Les policiers estiment que c'est «une perte de temps et un éparpillement des

1. 15 000 voyageurs et 120 élus locaux franciliens ont répondu à ce questionnaire en 1997.

2. Éric MACÉ, «Service public et banlieues populaires : une coproduction de l'insécurité», *Sociologie du travail*, n°4/97.

affaires métro». Les gares SNCF disposaient d'un commissariat central des gares, basé à la gare d'Austerlitz avec cinq antennes dans des grandes gares (62 fonctionnaires) : gare de Lyon, gare Saint Lazare, gare du Nord, gare de l'Est, gare Montparnasse.

Au printemps 1989, une réforme prévoit une extension du nombre de ces commissariats, avec, en plus des six existants, un à Châtelet, et pour quatre d'entre eux, l'élargissement de leurs compétences aux stations de métro environnantes : gare de Lyon, gare Saint Lazare, gare de l'Est et Châtelet. Ceci facilite la centralisation des données et la rapidité des mises à disposition judiciaires. Cette configuration est toujours en place actuellement.

Pourtant, les statistiques de l'année 1988 avaient annoncé une baisse des agressions dans le métro : 4203 recensées en 1984 contre 2196 en 1988. Malgré tout, les outils de la sécurité se renforcent dès le début de 1989. Une série de violences à l'encontre d'agents RATP et SNCF et l'augmentation des violences urbaines à Paris accentuent ce processus. L'insécurité défraie alors la chronique. Christian Blanc, le nouveau PDG de la RATP déclare devant 400 cadres réunis le 4 juillet 1989 : «Je prends la responsabilité de la réussite ou de l'échec en matière de sécurité», et si la sécurité doit «s'intégrer à l'ensemble de la politique de maîtrise de l'espace public géré par la RATP», elle doit «faire l'objet de mesures spécifiques, coordonnées au plus haut niveau». Blanc prend des mesures immédiates et établit un plan en 18 mois.

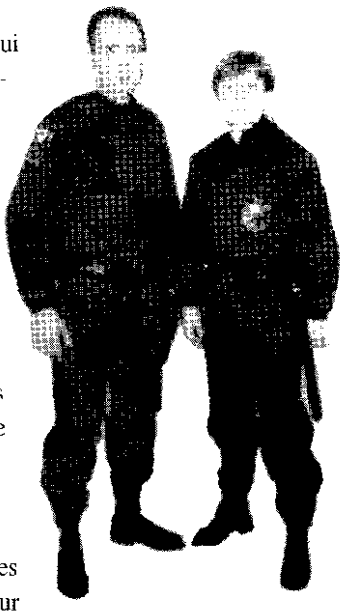
Un contrôleur général de la police est mis à la disposition de la RATP. Sa mission est de coordonner les différents services qui s'occupent de la sécurité et d'améliorer la liaison permanente avec la police nationale. Les effectifs de la brigade de surveillance RATP (réseau bus) et du SPSM augmentent. Mille caméras de surveillance sont affectées aux stations de métros les plus «chaudes», (une trentaine), reliées à un centre de sécurité. Les agents de sécurité sont désormais entraînés aux techniques de la police pour l'interpellation et la maîtrise des individus. Les moyens techniques sont complétés : postes de radio portatifs, véhicules équipés de gyrophares amovibles, etc. Le préfet de police affecte deux escadrons de gendarmerie pour «îloter» une dizaine de «points noirs». Le droit de saisie des marchandises exposées illégalement dans le métro est rétabli. Selon la RATP, un «traitement humain mais ferme du problème des 1000 à 2000 sans-abri» du métro est effectué. Ces actions se doublent d'une lutte contre la fraude et contre les graffitis.

À l'automne 1989, Blanc impulse un saut qualitatif. Une équipe d'intervention se constitue : le Groupe d'Intervention et de Protection des Réseaux (GIPR). Ce groupe, qui fait couler beaucoup d'encre lors de sa création, a pour mission «d'intervenir en temps réel auprès des délinquants signalés sur le réseau ferré, et de sécuriser les voyageurs et le personnel». Il intervient plus tard aussi sur le réseau routier. Le GIPR, constitué à ses débuts d'une soixantaine d'hommes (dont sept maîtres-chiens) recrute en interne et en externe. Les agents du GIPR sont notamment armés d'un tonfa et doivent être «grands, dissuasifs et rassurants» et «forts», d'où le souhait qu'ils aient pratiqué des arts martiaux. D'ailleurs, plusieurs sportifs de haut niveau dans ce domaine sont recrutés.

La RATP crée ensuite les services de sécurité qui regroupent la SuGe et le GIPR. Ces deux groupes portent la même tenue de base. Alain Tourneur, responsable en 1989 de cette entité explique[3] : «Après le recrutement, la réussite aux tests psychotechniques, un agent du GIPR recevra, comme pour la SuGe, un mois de formation, à dominante théorique, il sera ensuite en période probatoire pendant deux mois pendant lesquels il aura encore des compléments de formation théorique et des mises en situation sur le terrain. Il ne sera définitivement admis qu'au bout d'un an, après l'obtention du port d'arme et l'assermentation.»

Le durcissement du dispositif

En janvier 1992, le gouvernement fait appliquer ces mesures prises deux ans. Christian Koza, le directeur du département Environnement et sécurité de la RATP (SEC) en 1992, apprécie[4] : «La RATP ne peut que se réjouir des mesures prises par les pouvoirs publics. Il y a en effet plus de deux ans que nous attendions ces dispositions [...] Pour nous c'est une grande fierté de participer au renouveau du service public avec nos collègues et amis de l'exploitation et de la police nationale.» La synergie entre l'entreprise de transport et la

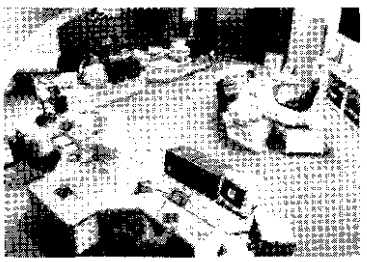


3. *Entre les lignes*, n°126, nov. 1989.
4. *Entre les lignes* nouvelle série, n°19, février 1992.

Le cœur du dispositif : Le PC 2000

Le PC 2000 rassemble en un même lieu, dans les sous-sols de la maison de la RATP, les salles de commandements de la RATP et de la police nationale. Ce PC sécurité a été inauguré le 2 mai 1996, et est, selon la RATP «un dispositif unique au monde, doté d'équipements sophistiqués, qui optimise l'efficacité des moyens humains et techniques mis en œuvre pour répartir au mieux les forces sur le terrain en fonction des événements».

Opérationnel en permanence, il se compose de deux salles identiques, une pour la RATP, une pour la police. Chaque salle comporte six pupitres opérateurs faisant face à un pupitre superviseur et à un grand écran. Les pupitres disposent de moyens techniques permettant la détection quasi instantanée des événements, la localisation des moyens humains disponibles sur le terrain, la communication avec les équipes d'intervention et autres acteurs, le contrôle des espaces par vidéosurveillance, une écoute discrète de certains guichets du métro et le suivi du déroulement des interventions.



Tous les pupitres du PC 2000 sont équipés d'une station de travail connectée au système AIGLE (localisation par GPS). Le PC 2000 communique avec les équipes d'intervention par radiotéléphonie. Les opérateurs peuvent interconnecter les équipes, diffuser des messages sur plusieurs canaux, identifier les équipes émettrices d'un appel d'urgence.

police s'accentue tout au long des années 1990. Les effectifs du GIPR augmentent pour atteindre 140 agents en 1992.

Cette politique s'amplifie, Claude Dargiral, responsable de l'unité Sécurité des réseaux à SEC constate[5] : «Dès le début de l'année 1993, les réseaux métro et RER ont connu un net durcissement des actes de délinquance. [...] Nous avons mis en place un plan visant à renforcer la sécurité des agents et des voyageurs.» En collaboration avec les agents d'exploitation, GIPR et SuGe réinvestissent lignes et gares de banlieue.

Pour faciliter ces actions, le plan Khéops *(voir encadré)* est mis en place. Il se fonde sur une sectorisation et sur la multimodalité du traitement de la délinquance, en liaison avec la police et les partenaires locaux (SNCF, préfecture, tribunaux). La RATP quadrille son territoire. En 1993, elle recrute 78 agents de sécurité et développe les communications radio, la radiolocalisation et la télésurveillance.

Le programme total d'investissement de la RATP pour la sécurité représente 160 millions de francs en 1994.

À partir du 1er novembre 1994, la SuGe et le GIPR sont réunis dans le Groupe de Protection et de Sécurité des Réseaux (GPSR). Jean-Michel Barnier, responsable de SEC explique[6] que cette fusion répond à l'évolution importante des effectifs : de 300 agents en 1989, nous passerons à 800 d'ici la fin 1996. C'est grâce aux efforts de productivité de l'ensemble des agents de l'entreprise que ce recrutement a été possible. Et une telle progression ne peut se faire sans créer une seule entité. D'autre part, il était impératif que les voyageurs n'identifient plus qu'un seul service de sécurité de la RATP». Dès ses débuts, le GPSR se donne une image positive et crée un module baptisé «relations de services». Barnier ajoute : «Pour être respecté, il faut une tenue et une coiffure irréprochables».

La RATP expérimente fin 1994 les CSA (Contrôle, Sécurisation, Assistance). Lancée sur trois lignes dites «sensibles» (la 2, la 4 et la 9), cette opération vise à contrôler, lutter contre la fraude, expulser les SDF et à rassurer les voyageurs et le personnel. Les agents qui y participent sont volontaires et issus d'horizons différents : agents de station, du contrôle itinérant et de la sécurité.

Cette même année, SEC se rattache à la présidence de la RATP (contrairement aux autres départements qui dépendent d'un pôle). Ce rapprochement lui donne un rôle-clé dans l'entreprise. Au cours du dernier trimestre 1995, la RATP adopte de nouvelles mesures suite à un accroissement d'actes de violence sur son réseau bus. Les rondes de police s'intensifient et les «grands frères» sont désormais une cinquantaine dans les bus. On compte aussi 700 contrôleurs de la brigade de surveillance.

Le PC 2000 est opérationnel début 1996. Deux salles de commandement (RATP et police) sont rassemblées dans un même lieu pour permettre une meilleure centralisation des informations ainsi que l'augmentation de la rapidité des interventions. L'objectif est d'atteindre un délai d'intervention des forces de sécurité qui devienne inférieur à dix minutes dans les trois-quarts des cas.

5. *Entre les lignes* nouvelle série, n°33, juin-juillet 1993.
6. *Entre les lignes* nouvelle série, n°47, décembre 1994.

LES ÉQUIPES DE SÉCURITÉ Leur organisation sur les réseaux

Le GPSR

Le Groupe de Protection et de Sécurité des Réseaux compte environ 700 agents (dont trois femmes).

Le GPSR est né en 1994 de la fusion du GIPR et de la SuGe dans le cadre du plan Khéops. Ces agents sont sous statut RATP, ils sont assermentés et détenteurs de l'autorisation du port d'arme. Ils sont chargés dans leur domaine de compétence d'assurer la sécurité des personnes (voyageurs et agents), la protection des biens et installations RATP et le respect de la police des chemins de fer.

Ils portent souvent un uniforme et sont munis de radios, de bombes lacrymogènes, de tonfas et de menottes. Ils patrouillent le plus souvent par trois ou quatre équipes constituées de trois agents. Désormais, ils peuvent être en civil.

Les GPSR sont recrutés en interne ou en externe. Le postulant fait un stage dirigé par l'unité formation et prévention. Il est ensuite affecté dans un attachement Khéops *(voir encadré)*.

La SPSM

Le Service de Protection et de Sécurité du Métro a été créé dans les années 1970. Il s'agit d'une formation centralisée qui dépend de la préfecture de Paris. Elle comprend environ 450 policiers en tenue (avec une casquette «à l'américaine») ou en civil. Elle remplit une mission de prévention, de dissuasion et de répression dans le métro et dans le RER entre 6h30 et 24h.

Le CRFP

Le Commissariat des Réseaux Ferrés Parisiens dépend de la préfecture de police. Il comprend un effectif de 85 personnes, organisées en sept antennes (gare d'Austerlitz, gare de Lyon, gare Saint-Lazare, gare du Nord, gare de l'Est, gare Montparnasse, Châtelet).

Ce commissariat est chargé de rechercher et de réprimer les infractions pénales sur les réseaux et dans les grandes gares parisiennes. Il assure également le suivi judiciaire des affaires traitées en première instance par le SPSM.

N'oublions pas...

... les centaines de **CRS, gendarmes, gendarmes mobiles ainsi que les maîtres-chiens** qui circulent sur le réseau. Le plan vigipirate a renforcé ce dispositif sécuritaire. De minuit à 6h30, une trentaine de patrouilles de trois à quatre policiers dépendants de la **brigade anticriminalité de nuit** sont présents.

... la **DICCILEC** (Direction Centrale du Contrôle de l'Immigration et de la Lutte contre l'Emploi des Clandestins) agit sur le réseau ferroviaire au bénéfice de la SNCF, donc dans certaines interconnexions SNCF/RATP.

Le coût de la sécurité à la RATP s'élève à 400 millions de francs en 1997, les trois-quart sont consacrés aux effectifs et un quart aux équipements.

De nouvelles mesures

Dans la première moitié de l'année 1998, la RATP se prépare activement à la coupe du monde de football. Elle accentue sa coopération avec ses partenaires : la préfecture de police, le SPSM, la PJ, les RG, la gendarmerie... La RATP constate une tendance générale à la baisse du nombre d'agressions dans le métro et le RER où «80% des agresseurs sont remis à la police». Elle déplore cependant la situation sur son réseau bus. Malgré cela et suite aux résultats de sa consultation, elle maintient sa politique sécuritaire.

Des événements survenant à l'automne 1998 et leur médiatisation confortent sa position. Une double agression à Saint-Nom-La-Bretèche (SNCF) entraîne une grève en septembre. Un machiniste de la ligne 75 est agressé en octobre. Médias et responsables politiques s'emparent des ces événements tragiques. La sonnette d'alarme est tirée. Dès le lendemain, le président de la RATP et le ministère de l'Intérieur se réunissent pour prendre plusieurs mesures. Deux compagnies de CRS (environ 200 hommes) sont envoyées en renfort des quatre compagnies déjà déployées «pour la sécurisation». Les préfets de l'Ile-de-France décident d'organiser des rencontres avec la RATP et la SNCF pour mettre en place rapidement les contrats locaux de sécurité. Dans ce cadre, la RATP accueillera, dès 1999, 300 à 350 agents de médiation supplémentaires, avec comme objectif d'atteindre 1000 postes en l'an 2000. Depuis juillet 1998, les premiers agents locaux de médiation sociale ont pris leur poste à la gare de Lyon. Ces jeunes, souvent issus de la banlieue, ont pour mission, après une formation de quatre semaines, de «réduire le taux de fraude, de limiter la présence des indésirables et de canaliser les bandes de jeunes». Cette formule peu coûteuse (emploi-jeune) permet à la RATP de trouver un intermédiaire entre le tout-sécurité et ce qu'elle nommerait le laxisme.

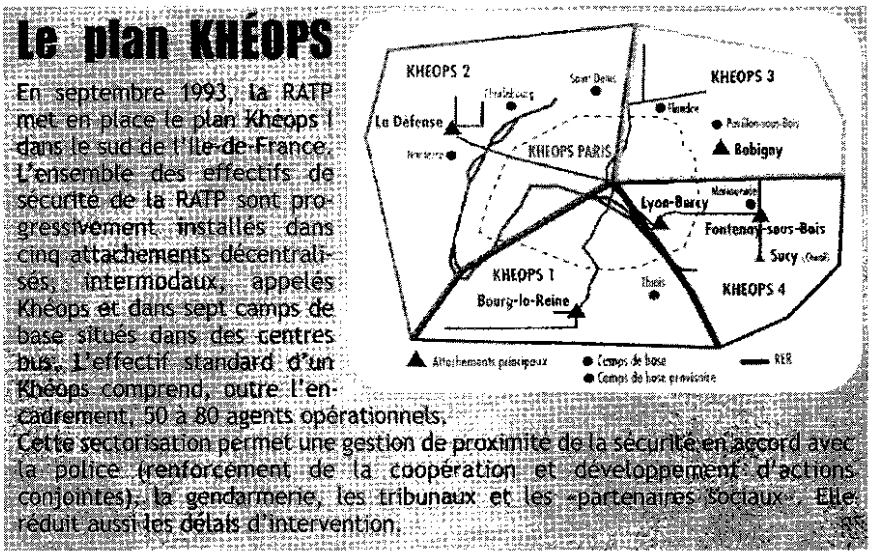
Autre mesure : l'accélération de la mise en place du système AIGLE, ce qui coûtera environ 30 à 40 millions de francs. Le nombre des équipements passera de 170 à 2000 en un an et demi, soit la moitié du parc bus. 500 bus recevront d'ici peu une installation de vidéosurveillance *(voir encadré)*.

Le premier ministre Lionel Jospin intervient le 8 octobre sur France 2 pour parler de la violence dans les transports en commun. Il annonce un projet de loi de réforme de la justice. Il vise à ce que les «outrages, violences, injures» contre les agents soient désormais «considérés comme des circonstances aggravantes». Il souhaite «faire en sorte que les agents de transport puissent procéder à des vérifications d'identité en coopération avec la police». Une étape a donc été franchie au niveau juridique. Ceci corrobore une évolution des mentalités que les déclarations de Michel Cornil, président de l'Union des Transports Publics (UTP), confirment. Au dernier congrès de l'UTP, en octobre 1998, il a appelé les transports publics à adopter un «discours et des actions plus fermes», et a affirmé : «Il faut maintenant oser parler de répression».

Ce climat délétère incite la RATP à accorder toujours plus d'importance à la sécurité. SEC a un poids croissant dans l'entreprise. Il devient incontournable en interne. Cette évolution reflète une situation analogue dans l'ensemble de la société. La sécurité des biens et des personnes est devenue un des enjeux politiques majeurs. Les mesures prises pour pallier à ce manque de sécurité, effectif ou non, vont presque toutes dans le même sens : dissuasion, répression. Ces réponses ineptes à des questions mal posées construisent une société de contrôle, une société de peur, de repli sur sa sphère privée.

Le cas des transports en commun, comme nous venons de le voir, illustre bien cette logique sécuritaire. Depuis une quinzaine d'années, le même processus se reproduit à intervalles réguliers : le sentiment d'insécurité augmente (pour des raisons que nous ne développerons pas ici), des agressions qui touchent les agents se produisent. Grève, médiatisation, interventions politiques, mesures répressives. L'ouragan passe, puis nouvelle vague de violences médiatisées...

Les questions réellement pertinentes ne sont que rarement abordées. Les transports en commun, et plus particulièrement les bus, sont les derniers moyens de communication et d'échange entre la «société» et certaines zones. Les banlieues, à force d'aberrations urbanistiques et de démission de l'État, se transforment en véritables enclaves.



Le plan KHÉOPS

En septembre 1993, la RATP met en place le plan Khéops I dans le sud de l'Ile-de-France. L'ensemble des effectifs de sécurité de la RATP sont progressivement installés dans cinq attachements décentralisés, intermodaux, appelés Khéops et dans sept camps de base situés dans des centres bus. L'effectif standard d'un Khéops comprend, outre l'encadrement, 50 à 80 agents opérationnels.

Cette sectorisation permet une gestion de proximité de la sécurité en accord avec la police (renforcement de la coopération et développement d'actions conjointes), la gendarmerie, les tribunaux et les «partenaires sociaux». Elle réduit aussi les délais d'intervention.

Se crée alors une énorme dépendance à l'égard de transports publics qui coûtent chers. De ce fait, la question de la tarification est étroitement liée à celle de l'insécurité du personnel des transports. La fraude entraîne la lutte contre la fraude qui engendre des conflits et occasionne des représailles (dégradations, caillassages). Comme l'explique le sociologue Éric Macé[7] : «Pour les populations jeunes des banlieues populaires, le choix n'est pas entre payer ou frauder, il est plutôt entre rester sur place ou frauder». Il parle alors de «coproduction de l'insécurité par les pouvoirs publics». Cette question dépasse le cadre des transports. Elle est globale et doit être traitée comme telle. Cependant, une réflexion sur la place des transports et sur le rôle qu'ils jouent permettrait de stigmatiser les mutations managériales et commerciales entreprises par les transporteurs et d'affirmer la nécessité de l'accessibilité des transports pour tous. ●

7. Éric MACÉ, *op. cit.*

RATP is watching YOU !

À la RATP, il existait depuis longtemps déjà des caméras de surveillance. Mais il s'agissait d'une surveillance purement technique, pour prévenir les accidents et assurer une bonne marche des réseaux. En 1989, un pas est franchi : le président de la RATP, Christian Blanc, annonce la mise en place de mille caméras de surveillance.

Ce programme, appelé T2S (Télésurveillance et sécurité), est réalisé par la société Techno sud. Il se définit comme un «système de vidéosurveillance actif». Il comprend des caméras, des détecteurs, des dispositifs de transmissions, de visualisation, d'enregistrement et de communication. Ce système marque clairement, dans son architecture technique, l'orientation de la RATP vers une action répressive.

T2S est mis en place en 1990. La RATP l'expérimente dans quatre stations : les Halles, Réaumur-Sébastopol, Strasbourg-Saint-Denis et République. Ce dispositif expérimental coûte 24 millions de francs et est présenté comme une première mondiale. En 1993, le système AIGLE et en 1995 la mise en place du PC 2000 *(voir pages précédentes)* optimisent ce système de vidéosurveillance.

Celle-ci se généralise peu à peu sur les lignes 3, 4 et 11 ainsi que dans certaines stations (comme Louvre-Rivoli) ou dans des gares RER. En 1999, l'équipement de la gare Châtelet-les-Halles s'élèvera à huit millions de francs. Ce programme s'achèvera pour les gares RER en 2001 par Charles-de-Gaulle-Étoile et par Nation. En 1998, la RATP décide d'équiper vingt nouvelles stations de métro de 160 caméras, ce qui coûtera vingt millions de francs.

Les bus sont touchés à leur tour. Les deux premiers bus équipés de caméras circulent sur la ligne 272 (Sartrouville-la Défense) en 1996. Les caméras sont placées face aux portes. Le déclenchement par le conducteur de l'alarme enclenche le système de vidéosurveillance. Le poste central est alerté, tout comme les équipes d'intervention les plus proches, qu'elles soient de la police ou de la RATP. Pour l'instant, seuls quelques bus ont été équipés de caméras. Ces systèmes encore marginaux devraient se généraliser. En octobre 1998, Lionel Jospin a décidé que 500 bus recevraient rapidement une installation de vidéosurveillance.

Météor : l'avenir ?

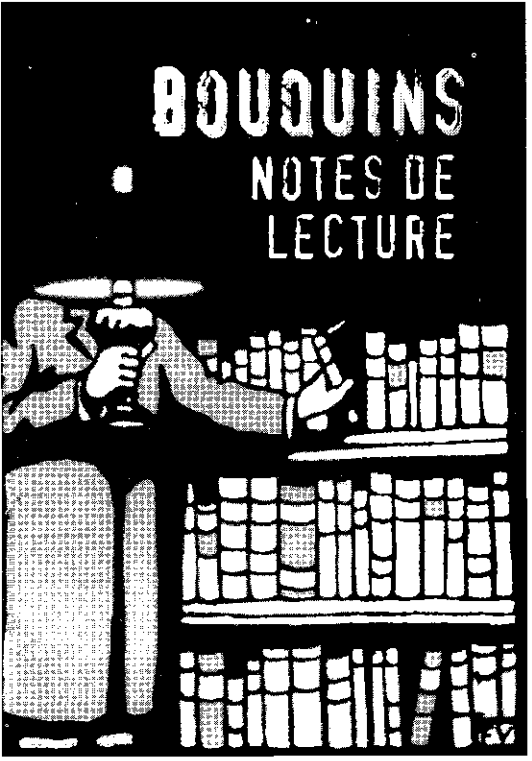
La nouvelle ligne de métro (la 14) se veut la vitrine technologique de la RATP, voire même de la France. Une nouvelle fois, la RATP innove en plaçant 120 caméras à l'intérieur même des rames. Deux caméras (première mondiale !) sont embarquées dans chaque voiture. Les voyageurs ont à disposition des interphones en relation avec le PCC (Poste de Commande Centralisé) de la ligne. Lorsque l'interphone est activé, l'opérateur parle avec le voyageur. S'il estime que la situation se justifie, il déclenche le système vidéo et commande un enregistrement. Les sept stations de la ligne 14 ne sont pas en reste puisque 297 caméras (environs 40 caméras par station) contrôlent 98% des espaces.

Un sombre futur

L'ensemble du réseau RATP possède 5000 caméras (en décembre 1998). Ce chiffre va croître dans les années à venir. Toutes les gares RER seront vidéosurveillées. Les contrats locaux de sécurité prévoient au volet «transport» l'installation de dispositifs de vidéosurveillance. Aujourd'hui, un nouveau pas vient d'être franchi avec la mise en place de caméras embarquées dont l'investissement peut-être soutenu à 50% par l'État.

Face à ces dispositifs liberticides, les garde-fous sont minces. L'article 10 de la loi du 21 janvier 1995 «d'orientation et de programmation relative à la sécurité» a défini un cadre légal à la vidéosurveillance. Cette loi soumet l'installation de caméras à l'obtention d'une autorisation délivrée par le représentant de l'État dans le département du lieu d'installation des caméras. Dans le cas de la RATP, les autorisations sont très souvent accordées. Cependant, l'exploitant doit respecter quelques obligations : informer le public par l'apposition d'affiches de l'existence du système de vidéosurveillance (la RATP s'y emploie actuellement), les enregistrements doivent être détruits dans un délai maximum fixé par l'autorisation (inférieur à un mois), un droit d'accès aux enregistrements est accordé au public afin de les visionner et d'en constater la destruction dans le délai prévu.

La RATP s'oriente vers le tout-caméra ; elle s'inquiète tout de même des répercussions que pourra avoir cette politique. Au cours de l'année 1998, une recherche menée par le département commercial (CML) avec le sociologue Romain Breuil a fait apparaître le risque que la vidéosurveillance soit perçue négativement par une partie de la population (notamment les jeunes). Breuil et CML proposent que la RATP ne reste pas en attente mais devance ces éventuelles réactions par une communication mettant en avant la «vidéo-convivialité» plutôt que la vidéosurveillance. Il s'agit là de faire accepter aux rares individus encore réfractaires à cette logique sécuritaire la présence des caméras, et par là même cette société de contrôle. ●



Israël-Palestine. Mondialisation et micronationalismes de René Berthier

Les «antisémites» de gauche de Roland Gaucher et Pierre Randa

L'image de l'Homme - l'invention de la virilité de George L. Mosse

Le siège de l'âme - éloge de la sodomie de Claude Guillon

Responsabilités des intellectuels de Noam Chomsky

René Berthier,
Israël-Palestine. Mondialisation et micronationalismes
Editions Acratie, Paris, 1998

Rares sont les livres écrits par des libertaires qui traitent de questions internationales autres que celles ayant trait au mouvement anarchiste. Ceux de René Berthier font partie des exceptions. Ce militant suit de près la situation au Proche-Orient, les problèmes géopolitiques qu'elle sous-tend et la manière dont le nouvel ordre mondial s'organise.

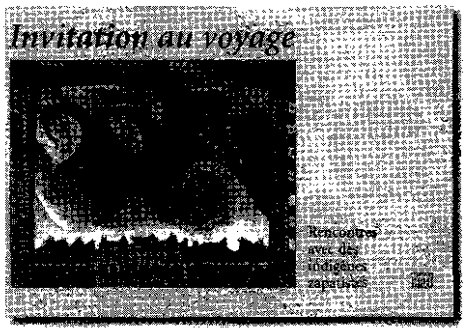
Son dernier travail sur le sujet, *Israël-Palestine. Mondialisation et micro-nationalismes*, n'est en aucun cas une énième histoire de l'État hébreu ou du conflit israélo-palestinien : l'ouvrage constitue plutôt une synthèse des questions soulevées par ce conflit. Berthier soumet au crible de son analyse libertaire les forces en présence et leurs politiques respectives. Autre originalité du livre : le postulat que l'État d'Israël doit être appréhendé avec les critères d'analyse couramment appliqués à n'importe quel État. Seulement, cette région du monde et cette lutte entre deux «micro-nationalités» sont, comme l'écrit l'auteur «le centre de gravité d'antagonismes internationaux qui dépassent largement les protagonistes directs», et il faut voir dans ce conflit «l'illustration parfaite, jusqu'à la caricature, d'un type de rapport instauré entre métropoles industrielles et pays dominés».

Berthier a saisi l'importance des tensions et des luttes de pouvoir qui règnent dans les deux camps. Au fil des décennies, les rapports de force évoluent. Avant les années 1980, peu d'islamistes soutenaient la cause palestinienne. Israël a encouragé cette résistance croyante qui faisait contrepoids à l'OLP, et qui permettait ainsi à l'État hébreu de se proclamer rempart contre l'islamisme. Ces manœuvres et la manière dont le religieux s'est emparé de la lutte palestinienne radicale sont bien décrites dans le livre. Berthier retrace la genèse des accords de paix. Il explique que des divergences profondes (dues à des différences de classes) entre Palestiniens de l'intérieur et Palestiniens de l'extérieur ont affaibli le poids d'Arafat. Israël, en position de force face à l'OLP, pouvait signer les accords d'Oslo. Ces «accords de dupe» profitent à Israël qui a mis sous son joug l'économie palestinienne : dominé économiquement et en situation difficile, Arafat a muselé ses opposants, et des luttes internes minent la société palestinienne.

Des conflits de classes perdurent aussi en Israël. Berthier rappelle que la création de l'État hébreu concernait avant tout les Ashkénazes. Les Juifs orientaux (Sépharades) sont désormais plus nombreux. Pourtant, les Ashkénazes détiennent l'essentiel du pouvoir politique, militaire, économique et culturel. Cette appropriation suscite des tensions entre les deux communautés. L'auteur souligne l'importance de la question démographique en Israël depuis cinquante ans, chiffres officieux à l'appui, et il en analyse les enjeux. La lutte pour la terre est aussi fondamentale et quotidienne. Berthier dresse un petit historique des méthodes utilisées par les Israéliens depuis 1896 : achat, expropriation, expulsion... Mais la politique sioniste (et c'est en cela qu'elle diffère du colonialisme classique) ne vise pas seulement à exploiter la terre, elle a pour objectif de chasser les populations autochtones. Aujourd'hui, une des méthodes consiste à créer des colonies de peuplement sur des territoires convoités afin d'inciter les Palestiniens à partir. Pour comprendre l'attachement d'Israël à certains territoires, il faut savoir que l'eau représente un enjeu vital pour ce pays. La grande majorité de la consommation en eau vient des territoires annexés depuis 1948 ou de pays voisins.

Beaucoup d'autres points sont abordés dans le livre. En s'appuyant sur deux textes sionistes, Berthier traite de la politique israélienne vis-à-vis des États voisins et de ses adversaires. L'auteur se penche aussi sur les forces politiques présentes en Israël, et notamment sur la place des colons fanatiques. Il explique l'importance et les raisons du soutien politique et économique des États-Unis. À partir des travaux des nouveaux historiens israéliens, il revient sur «l'exode» soi-disant volontaire des Palestiniens ; il démonte ce mythe, fruit de la propagande israélienne.

Ce livre constitue donc un travail solide. Il traite de nombreux thèmes et apporte des éléments souvent occultés qui permettent de mieux saisir les ressorts de ce conflit. On peut regretter le côté patchwork, et il manque peut-être un fil conducteur plus explicite. Cependant, et c'est là sa force, Berthier analyse avec clairvoyance les deux camps. Il dépasse les considérations purement idéologiques pour montrer l'importance des facteurs économiques et la soif de pouvoir de certains. Car une nouvelle fois, les peuples se retrouvent dominés et exploités. ●



Invitation au voyage

Éd. REFLEX. 50 francs
Format 20X29,5

Il est enfin arrimé : le livre du Bateau pour le Chiapas. Racontant l'épopée de ce voyage à bord d'un voilier «Rêve d'absolu», parti le 17 avril 1997 de Marseille pour aller saluer les zapatistes au cœur de la forêt Lacandone au Mexique et leur transmettre différents témoignages de lutte, accompagnés de dessins d'enfants et de lettres. Ce voyage répondait d'une façon bien modeste à l'idée zapatiste d'un réseau reliant les résistances que mènent les gens ou les communautés à des projets qui ne les concernent en rien et qui leur sont imposés au nom du prétendu progrès. «Quand on te parle de progrès, sache que l'on cherche à t'asservir», faisait dire l'écrivain égyptien Cossery à un fainéant de la Vallée fertile, et il avait bien raison. Un réseau qui rassemble aussi bien les Bretons de l'association Menhirs libres luttant contre un projet touristique qui transforme les alignements de Carnac en machines à sous que les gens de Coyula, sur la côte pacifique mexicaine, qui refusent la mise en valeur touristique de leur vallée ; aussi bien les habitants de Tarifa, au sud de l'Espagne, s'opposant à la mise en place d'un câble haute tension à travers le détroit de Gibraltar que le peuple ikood de Huazantlan del Rio défendant son étroite bande de sable face au grandiose projet transisthmique du gouvernement mexicain soutenu par les États-Unis. Chaque étape de cette aventure ouvre sur des témoignages, des réflexions, des documents qui contribuent à enrichir le débat social : quel monde souhaitons-nous ? Quel monde rejetons-nous ? Petit dialogue initié là-bas, dans un coin reculé des montagnes du Sud-Est mexicain, entre des communautés indigènes et la société occidentale et qui, nous l'espérons, ne restera pas un dialogue de sourds.

Roland Gaucher, Pierre Randa,
Les «antisémites» de gauche
Éditions Déterna, Paris, 1998
434 pages, 225 francs

Ce livre est paru l'année dernière. Ce n'est donc pas en raison de son actualité que nous en faisons la critique. En revanche, il est clair que son sujet est politiquement intéressant... R. Gaucher et P. Randa sont deux figures connues de l'extrême droite française, quoique d'inégale valeur.

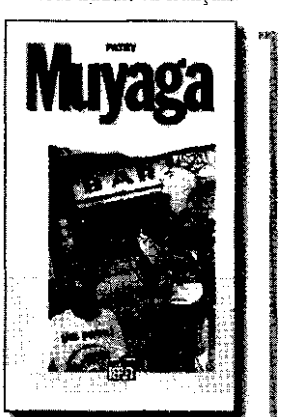
Gaucher est un vieux militant, de gauche avant guerre et collaborationniste sous Pétain. Ayant repris une activité de journaliste à partir des années 1950, il a fréquenté tous les courants nationalistes français avant d'atterrir durant les années 1980 au FN et de le quitter il y a trois ans. Doté d'une bonne plume, ses livres sur le parti communiste, le réseau Curiel ou les nationalistes en France ne sont pas sans intérêt pour comprendre le point de vue néo-fasciste sur certains problèmes politiques. Randa est une autre pointure : fils d'écrivain, il tente vainement d'être écrivain lui-même. De fait, son «œuvre» reflète une ambition démesurée et mal satisfaite. Elle compte quelques ouvrages politiques et de nombreux «polars» dont la médiocrité ferait frémir n'importe quel lecteur blasé de SAS (nous vous conseillons *L'assassin sentimental* paru chez Fleuve noir en 1987, un must du genre !). L'ouvrage qui nous occupe reflète ce déséquilibre entre un certain talent et une réelle médiocrité. Le sujet est pourtant, répétons-le, intéressant. Quelle est en effet la place de l'antisémitisme au sein des courants politiques qui se réclament de gauche ? Le livre y répond peu ou mal dès lors que ses auteurs tentent par tous les moyens d'accréditer la thèse que l'antisémitisme est uniquement de gauche. Las ! Le livre est surtout basé sur ce que les deux auteurs ont pu récolter dans la presse, et les passages sur La Vieille Taupe, sur le conflit Daeninckx-Quadruppani-Perrault ou sur Action directe montrent qu'on est loin du compte. Les éléments les plus solides du livre sont alors ceux qui portent sur les thèmes de référence des auteurs, comme l'antisémitisme en URSS pour R. Gaucher, pour autant que l'on considère comme lui le stalinisme comme de gauche, ce qui est fort douteux. Mais ces passages n'ont rien de novateur et dénoncent un phénomène identifié depuis les années 1960 par tous les antistaliniens convaincus. Aussi le livre jette-t-il en pâture des dizaines de noms pour mieux attirer le client et compenser cette faiblesse intrinsèque. Il est évident que cela ne suffit pas et que ce livre est un mauvais livre. Un de plus venant de ce courant politique serions-nous tentés d'écrire... ●

George L. Mosse,
L'image de l'Homme - l'invention de la virilité
Abbeville Press, 219 pages, 139 francs

Cet ouvrage est le dernier au sens propre du terme de ce grand historien américain et c'est également le seul traduit en français.

Muyaga

Éd. REFLEX. 30 F • 128 p. • Format 10X15

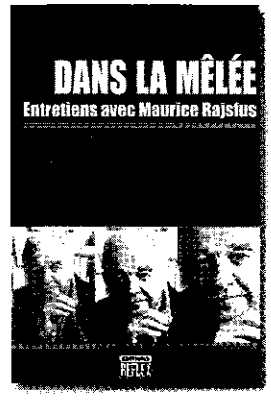


Après avoir publié *No Pasaran !*, *Ramadan plombé* et *Un gorille sinon rien*, Patsy poursuit l'aventure de son héros Kittu avec la parution de *Muyaga*. Son quatrième polar qui paraît dans la collection SCALP Noir des Éditions REFLEX est marqué une nouvelle fois par l'inspiration et la vivacité de ses personnages.

«Qui a poussé l'infortuné Malone, privé nullard, à jouer les Ayrton Senna sur une départementale de Loire-Atlantique ? Pour les beaux yeux de sa secrétaire, Kittu, secondé par Bob et les incontournables flics, Venard et Flanquart, mène l'enquête... L'ineffable Kittu, anarcho-punk millésimé Kronenbourg, dragueur impénitent, poursuit ses aventures qui, à en croire l'auteur, n'ont pas fini de nous étonner. Suite au prochain numéro...»

DANS LA MÊLÉE

Éd. REFLEX. 79 francs
53 minutes • couleur • VHS



Dans ces entretiens filmés, illustrés de nombreuses images d'archives, Maurice Rajsfus nous raconte son histoire et ses engagements. Il nous livre ses réflexions sur des thèmes qui lui sont chers : sa jeunesse d'enfant d'immigrés, la France de Vichy, les luttes contre le colonialisme, le rôle de la police, le Mouvement de Mai 1968, la résurgence de l'extrême droite. Il s'exprime dans une langue riche et simple à la fois. Sa rigueur et son sens du détail ne l'empêchent pas d'agrémenter son propos d'anecdotes et de touches d'humour. Le témoignage fort et vivant d'un homme qui n'a jamais eu peur de se jeter dans la mêlée.

Cette situation n'est sans doute pas pour déplaire à quelques historiens français qui n'ont pas hésité à le piller pour s'assurer une petite notoriété. Discrètement, G. Mosse est en effet sans doute l'un de ceux qui aura le plus contribué à rendre compréhensible ce siècle qui s'achève et qui a commencé par une boucherie. De fait, G. Mosse a particulièrement travaillé sur la Première Guerre mondiale, montrant en quoi elle plongeait ses racines dans la révolution française et en quoi le phénomène de «brutalisation» qu'elle a inauguré en Europe explique très largement les catastrophes successives, de la Seconde Guerre mondiale aux politiques d'élimination politico-raciales. Dans cet ouvrage, il essaie là aussi de pratiquer une véritable généalogie de la virilité moderne et de l'image de l'Homme. Celle-ci est en effet une invention moderne, qui ne remonte certainement pas au-delà du XVIIIe siècle et est directement issue de la montée en puissance de la bourgeoisie européenne. À partir de là, ses avatars ont été extrêmement nombreux, du soldat moderne au «nouvel homme» fasciste, tout comme l'ont été ses contre-modèles. Nous nous trouvons actuellement à une croisée des chemins, à un moment historique où l'image de l'Homme telle que la cerne G. Mosse est sans doute à nouveau en train de changer. Cet ouvrage nous aide à comprendre quel peut être sa mutation future... ●

Claude Guillon
Le siège de l'âme
éloge de la sodomie
Zulma, 207 pages, 89 francs

📖 Tous les deux ou trois ans, Claude Guillon nous offre un livre qui compense toutes les stupidités publiées à longueur d'année par des éditeurs incontinents. «Politiques» ou «littéraires» – quoique l'auteur réfute ce terme – ses ouvrages viennent gratter notre temps là où il a mal et sont simplement jubilatoires. *Le siège de l'âme* ne déroge pas à cette règle. La sodomie n'y est pas qu'un prétexte littéraire et Guillon traite réellement de cette pratique amoureuse dans son livre. Mais c'est pour mieux nous entraîner dans des perspectives critiques sur les rapports amoureux actuels, l'ordre moral religieux ou tout simplement quelques exercices de saine érudition. Le lecteur ou la lectrice averti(e) ne manqueront pas d'enchaîner avec d'autres opuscules du personnage, en particulier *De la Révolution* et *42 bonnes raisons pour les femmes de m'éviter*.

Noam Chomsky,
Responsabilités des intellectuels
Agone éditeur, 167 pages, 68 francs

📖 Nul besoin de présenter Noam Chomsky. Linguiste de renom, militant libertaire, il est l'un des intellectuels américains les plus contestés dans son pays et en France. Refusant de transiger avec la notion de liberté d'expression quelles que soient les idées exprimées, il s'est attiré les foudres de nombreux intellectuels français dans les années 1980 pour avoir soutenu R. Faurisson et ses acolytes négationnistes contre la machine judiciaire étatique. Cela lui valut un ostracisme caractérisé qui n'a été levé que très récemment par *Le Monde*. Ses ouvrages politiques sont pourtant d'une lucidité exemplaire et valent bien à eux seuls les œuvres complètes de B.-H. Lévy gravées dans du marbre en trois exemplaires. Le présent ouvrage revient sur la complicité de la quasi-totalité des intellectuels avec les pouvoirs en place et démontre que ceux-ci ne sont en général que les porteurs de l'idéologie dominante, en l'occurence libérale.
Des auteurs français ont pu traiter ce sujet par rapport à notre pays, c'est en particulier le cas de J.-P. Garnier ou Louis Janover. N. Chomsky en présente la facette américaine, et même s'il n'y a rien pour vraiment nous surprendre dans ce petit livre, ces quelques vérités méritent d'être lues. ●

NO PASARAN !
LE MENSUEL DE L'ANTIFASCISME RADICAL

Le journal du Réseau national antifasciste radical fait circuler l'information pour permettre une mobilisation active sur les luttes en cours et à venir : rendant compte de la vie des groupes et collectifs du Réseau, traitant de l'actualité sous un jour antifasciste, **NO PASARAN !** *est le complément idéal de* **REFLEX**es *pour quiconque veut se tenir au courant de l'actualité antifasciste en France... et dans le monde.*

DES BRÈVES SUR LA VIE DES GROUPES DU RÉSEAU
DES ARTICLES DE FOND SUR L'ACTUALITÉ POLITIQUE ET SOCIALE
DES INTERVIEWS D'ACTEURS DES LUTTES SOCIALES
ET BIEN D'AUTRES CHOSES...

Abonnement : 100 francs / an (11 numéros) / **Abonnement de soutien** : 150 francs
Chèque à l'ordre de ÉMANCIPATION

NO PASARAN ! 21TER RUE VOLTAIRE 75011 PARIS

KOSOVO

SARAJEVO

C'est maintenant que la Révolution s'impose,
mais ceux qui brûlaient d'ardeur se sont refroidis.

Un pays qu'on viole et qu'on assassine implore
le secours de l'Europe en laquelle
il croyait, et ils baillent.

Leurs hommes d'État
choisissent l'infamie,
et personne n'élève la voix pour
l'appeler par son nom.

Mensonges que la révolte d'une
jeunesse avide de renouveler
la Terre, et cette génération-là
prononce aujourd'hui
sa condamnation.

En se montrant
indifférente au cri
des mourants,
car c'est le cri de
barbares incultes
qui s'égorgent
mutuellement.

Et la vie des nantis
est plus précieuse
que celle des affamés.

Il apparaît maintenant que leur
Europe n'aura cessé
d'être un leurre,
car le néant est sa foi
et son fondement.

Le néant, comme le disaient
les prophètes,
ne peut engendrer que le néant,
et ils seront,
une nouvelle fois,
menés comme bétail à l'abattoir.

Qu'ils tremblent et comprennent,
au dernier moment,
que Sarajevo signifie dès lors
l'anéantissement de leur fils
et la souillure de leur fille.

C'est cela qu'ils préparent
en tachant de se rassurer
«Nous, au moins,
nous sommes à l'abri»
cependant que mûrit en eux
ce qui va les abattre.

CZESLAW MILOSZ
PRIX NOBEL DE LITTERATURE EN 1980

REFLEX^es numéro 52 / mai 1999

ERRATUM

DANS L'ARTICLE « DERNIÈRE MINUTE » PAGE 21 :

• à la ligne 6 :
après « bien longtemps avant » **ajouter :**
Il aurait été plus cohérent de défendre cette position dans les manifs kosovars, le débat était ouvert.

• à la ligne 20 :
Au lieu de « la dernière en date étant celle de Rambouillet » **lire :**
ni aucune logique diplomatique.

QUE NOS LECTEURS
VEUILLENT BIEN NOUS EXCUSER
POUR CES ERREURS DE DERNIÈRE MINUTE